

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

IMMIGRATION ET IMPACT FISCAL NET :

**Une analyse de cycle de vie par la microsimulation de l'impact fiscal net des immigrants au
Canada**

Par

Nicolas PATOINE-HAMEL

Baccalauréat ès arts

Mémoire pour obtenir le grade de

Maître ès sciences

Maîtrise en études des populations | statistiques sociales

Programme offert par l'INRS

Novembre 2024

Ce mémoire intitulé

IMMIGRATION ET IMPACT FISCAL NET :

**Une analyse de cycle de vie par la microsimulation de l'impact fiscal net des immigrants au
Canada**

et présenté par

Nicolas PATOINE-HAMEL

A été évalué par un jury composé de

M. Xavier ST-DENIS, président, examinateur interne, INRS

M. Alain BÉLANGER, directeur de recherche, INRS

M. Michael BOISSONEAULT, examinateur externe, Université de Montréal

RÉSUMÉ

L'accroissement de la population vieillissante au Canada pose un défi majeur pour la viabilité des programmes de sécurité sociale. Avec une pyramide d'âge inversée, une part croissante de la population consomme davantage de services publics tout en étant économiquement inactive. Le système de protection sociale canadien fait face à des pressions fiscales considérables. Les nouveaux immigrants, généralement plus jeunes que la population native, peuvent tempérer la hausse du ratio de dépendance. Cependant, l'intégration économique des immigrants, influencée par des barrières linguistiques et la reconnaissance des qualifications, reste un enjeu crucial. Cette recherche emploie la microsimulation démographique, pour estimer l'impact fiscal de cycle de vie adulte des immigrants au Canada. Selon le modèle développé pour ce mémoire, l'impact fiscal net annuel des immigrants s'estimerait à -747\$ en moyenne, comparativement à 2565\$ pour les natifs, soit une différence de 3312\$. Sur leur cycle de vie adulte, ces résultats correspondent à -659\$ et 1286\$ respectivement, soit un écart de 1945\$. En analysant des scénarios alternatifs, le modèle montre que la réduction du nombre d'immigrants affecterait peu l'impact fiscal net par personne. En revanche, une meilleure intégration économique des immigrants en ciblant des politiques facilitant leur emploi et la reconnaissance de qualifications pourrait grandement augmenter l'impact fiscal net moyen des Canadiens, réduisant ainsi les pressions sur le système de protection sociale.

ABSTRACT

The increasing ageing population in Canada poses a major challenge to the viability of social security programs. With an inverted age pyramid, a growing proportion of the population consumes more public services while being economically inactive. The Canadian social welfare system faces considerable fiscal pressures. New immigrants, generally younger than the native population, can temper the rise in the dependency ratio. However, the economic integration of immigrants, influenced by language barriers and the recognition of qualifications remains a crucial issue. This research employs demographic microsimulation to estimate the fiscal impact of immigrants' adult life cycles in Canada. According to the model developed for this study, the annual net fiscal impact of immigrants is estimated at -747\$, compared to 2565\$ for native-born individuals, a difference of 3312\$. Over their adult life cycles, these results correspond to -659\$ and 1286\$ respectively, a gap of 1945\$. The model shows that reducing the number of immigrants would have little effect on the net fiscal impact per capita. In contrast, better economic integration of immigrants, by targeting policies that facilitate their employment and recognition of qualifications, could significantly increase the average net fiscal impact of Canadians, thereby reducing pressures on the social welfare system.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma gratitude envers le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et l'INRS pour leur soutien financier au long de mes études et de la rédaction de mon mémoire.

J'adresse mes sincères remerciements également à tous les professeurs, intervenants, et toutes les personnes qui, par leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et accepté de me rencontrer et de répondre à mes questions durant mes recherches.

Je tiens particulièrement à remercier Patrick Sabourin pour son appui en rapport aux aspects techniques liés au modèle de microsimulation et à exprimer ma profonde reconnaissance envers Alain Bélanger qui m'a généreusement accompagné et soutenu tout au long de mon parcours de maîtrise. J'ai énormément appris auprès de lui et je lui souhaite une agréable et très longue retraite.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	III
ABSTRACT.....	IV
REMERCIEMENTS.....	V
TABLE DES MATIÈRES	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES.....	VII
INTRODUCTION	1
REVUE DE LITTÉRATURE.....	4
OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	9
CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL	10
CADRE OPÉRATOIRE	16
DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE	19
RÉSULTATS ET ANALYSES	26
I. Contribution fiscale nette estimée par la BD/SPSM	27
II. Estimations de dépenses en santé de l'ICIS.....	30
III. Propension à l'emploi : Recensement Canadien de 2016.....	33
IV. Sorties du LSD-C.....	37
DISCUSSIONS.....	46
CONCLUSION.....	51
ANNEXES	53
BIBLIOGRAPHIE.....	60

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

AB : Alberta

BD/MSPS : Base de données et Modèle de simulation de politiques sociales

BDSPPS : Base de données de simulation de politiques sociales

C.B. : Colombie-Britannique

CRSH : Conseil de recherches en sciences humaines

CTN : Comptes de transferts nationaux

I.P.E. : Île-du-Prince-Édouard

ICIS : Institut canadien d'information sur la santé

IFN : Impact fiscal net

INRS : Institut national de la recherche scientifique

IRCC : Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada

LSD-C : Laboratoire de simulation démographique - Canada

MN : Manitoba

MSPS : Modèle de simulation de politiques sociales

N.B. : Nouveau-Brunswick

N.É. : Nouvelle-Écosse

OCDE : Organisation de coopération et développement économique

ON : Ontario

QC : Québec

SK : Saskatchewan

T.N.L. : Terre-Neuve-et-Labrador

\$: Dollar canadien

INTRODUCTION

Les conséquences du vieillissement de la population active représentent un défi majeur pour les décideurs politiques canadiens quant à la viabilité à long terme des programmes de sécurité sociale (Mérette et Navaux, 2019 ; Esping-Andersen, 2000). En effet, la pyramide d'âge du Canada est depuis longtemps renversée; une proportion croissante de la population qui vieillit dans leurs phases d'inactivité économique, tout en consommant davantage de services publics tels que les soins de santé (Statistique Canada, 2022b). Considérant la nature du système de protection sociale canadien comprenant prestation de vieillesse, pension publique, gratuité des soins de santé, etc., le vieillissement de la population cause d'importantes inquiétudes quant à la fiscalité future du pays et à la viabilité économique du système d'état providence et de protection sociale canadien (Eisen et Emes, 2022). En raison de cette dynamique démographique, une proportion de plus en plus faible de la population en âge de travailler devra supporter financièrement une part croissante de la population inactive, entraînant ainsi une augmentation du ratio de dépendance.

En réponse à ces défis démographiques et économiques, le Canada a commencé à augmenter dès le début des années 1990 les niveaux cibles d'immigration de sorte que ceux-ci devraient atteindre des niveaux historiques dans les années à venir (Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada [IRCC], 2022). Selon le recensement de 2021, près d'une personne sur quatre au Canada est soit un immigrant admis, soit un résident non permanent. Le gouvernement prévoit que d'ici 2036, les immigrants pourraient représenter jusqu'à 30 % de la population canadienne (IRCC, 2023). En 2022, le Canada était déjà devenu l'un des pays avec l'un des plus hauts taux d'immigration au monde, et cette tendance devrait se poursuivre en fonction des seuils ciblés d'immigration du gouvernement canadien (IRCC, 2022). En 2023, le Canada accueillait 472 000 immigrants permanents et le solde de résidents non permanents augmentait de près de 805 000 personnes. Au total, la population a crû de plus de 1,3 millions, principalement attribuable à l'immigration, contribuant à près de 98% de la croissance démographique du pays (Statistique Canada, 2024a).

Puisque les immigrants tendent à être proportionnellement plus dans leurs âges actifs que la population canadienne actuelle, l'augmentation de l'influx migratoire constitue une solution efficace à court terme pour ralentir la croissance du rapport de dépendance démographique et le manque de main-d'œuvre au pays. Bien que les nouveaux arrivants aient une structure par âge

favorable à leur participation au marché du travail, il est important de noter que les enjeux liés à leur intégration économique font en sorte que les immigrants n'ont généralement pas le même niveau de contribution fiscal qu'un natif aux caractéristiques socioprofessionnelles et démographiques similaires (Javdani et Pendakur, 2013). On comprend alors que le rapport de dépendance ne tenant compte que de l'âge est une mesure peu efficace à elle seule pour estimer comment les immigrants pourraient influencer les sources de revenu et de dépense liées au système de protection sociale du pays.

Jusqu'à récemment, l'augmentation de l'influx migratoire au Canada et l'immigration provoquaient peu de débats publics, contrairement à plusieurs autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. (OCDE). Relativement peu d'études économiques ont cherché à alimenter ou à nuancer les décisions politiques quant à l'immigration canadienne et la littérature de l'impact économique sur le sujet demeure sans consensus par rapport à l'impact fiscal des immigrants. L'OCDE considère pourtant que la contribution fiscale directe nette, ainsi que l'impact fiscal, sont des éléments essentiels à inclure dans l'évaluation des implications fiscales de l'immigration (OCDE, 2021). En effet, bien que l'influx migratoire puisse soutenir la viabilité financière du système de protection sociale, il apparaît essentiel d'adapter les politiques d'intégration afin de maximiser la contribution des immigrants à long terme et de répondre aux besoins croissants du système de protection social. L'impact fiscal net permet ainsi de mesurer globalement la contribution des immigrants en comparant les implications fiscales qu'ils génèrent aux coûts des services publics consommés.

Plusieurs des études canadiennes sur le sujet adoptent des hypothèses différentes sur la consommation des biens publics et la manière dont les coûts et les contributions directement liés aux individus et aux familles sont pris en compte varie d'une étude à l'autre (Zhang et coll., 2020 ; Grubel et Grady, 2012). En outre, la définition de la population d'immigrants n'est pas constante parmi les études, et les résultats varient en fonction des cohortes, des sous-groupes étudiés et des méthodologies utilisées. Certaines de ces études ont notamment suggéré que les immigrants auraient généralement un effet négatif important sur les dépenses publiques (Grubel et Grady, 2011; 2012; 2015). Inversement, les études de İleri (2019) et Dungan et coll. (2013) trouvent que l'immigration pourrait avoir un impact positif sur l'économie canadienne, notamment en réduisant les inégalités salariales et en améliorant la qualité des services sociaux.

D'autre part, bien que le système d'immigration économique du Canada soit généralement perçu comme l'un des plus efficaces au monde, les nouveaux arrivants font généralement face à d'importants enjeux d'intégration socioprofessionnelle à la suite de leur immigration (OCDE 2019, Marshall 2011). Les immigrants peuvent être confrontés à des difficultés d'adéquation d'emploi et de qualification en raison de l'éducation et de leurs expériences non reconnues, ainsi que de la discrimination sur le marché du travail (Posca, 2016; Hum et Simpson, 2004 ; Girard et coll., 2008). Parallèlement, à cause des programmes d'immigration ciblés et du système de sélection, l'immigrant canadien moyen tend à être plus éduqué que le natif moyen; plus de 50% des immigrants actifs âgés de 25 et 54 ans détiennent un diplôme universitaire, comparativement à 30% pour la population native (Statistique Canada, 2024b). Par contre, en raison de la nature de l'immigration et de l'apprentissage ou de la maîtrise d'une nouvelle langue, les immigrants ont en moyenne un niveau de littératie inférieur à celui des natifs dans les langues officielles du pays. Ceci aurait un impact négatif sur leurs revenus et leur situation professionnelle (Ferrer et coll., 2004 ; Bélanger et Vézina, 2016).

Ces réalités reflètent au sens large, l'enjeu d'intégration économique des immigrants au Canada ; bien qu'ils tendent à être plus éduqués que les natifs, les immigrants ont un taux d'activité, d'emploi, et des revenus médians inférieurs à ceux des natifs (Posca, 2016; Statistique Canada, 2024b). À long terme, au cours du processus d'intégration économique, cet écart tend généralement à diminuer (Girard et coll., 2008). Les immigrants voient leur salaire atteindre un niveau similaire, mais toujours inférieur à celui des natifs ayant des caractéristiques socioprofessionnelles similaires (Crossman et coll., 2021; Posca, 2016). Ces inégalités de revenus, combinées à l'idée selon laquelle les immigrants pourraient consommer davantage de services et de programmes sociaux, suggèrent que leur impact fiscal net est généralement inférieur à celui des natifs (Javdani et Pendakur, 2013).

La présente recherche vise à alimenter le débat sur l'impact économique de l'immigration en adoptant un modèle capable de capturer l'aspect dynamique et évolutif de l'intégration économique des immigrants. En adoptant des méthodes démographiques avancées, capables de tenir compte de l'impact fiscal des individus, il est possible d'estimer comment les immigrants contribuent ou contribueraient à l'économie canadienne au fil du temps, tout en tenant compte des différentes étapes de leur intégration économique et des changements possibles qui se produisent au long de leur vie sur leur terre d'accueil.

REVUE DE LITTÉRATURE

L'OCDE (2019) explique que le succès du Canada en matière d'immigration ne repose pas seulement sur son système de sélection élaboré, mais aussi sur son amélioration constante grâce à la richesse de ses données, permettant aux décideurs de répondre rapidement aux nouveaux enjeux liés à la migration. Toutefois, il est important de souligner que très peu d'études canadiennes ont quantifié les impacts de l'immigration sur les finances publiques, ce qui constitue une information cruciale pour l'élaboration de politiques publiques et de programmes sociaux à moyen et long terme.

Plusieurs études ont déjà examiné la manière dont les immigrants bénéficient des transferts sociaux tels que l'assurance-emploi et l'aide sociale (Baker et Benjamin, 1995 ; Crossley et al., 2001 ; Ostrovsky, 2012). Cependant, ces études ne prennent généralement pas en compte les contributions fiscales telles que les impôts sur le revenu ou certains programmes de transferts et de dépenses fiscales, ce qui signifie que celles-ci ne fournissent pas une analyse directe des effets budgétaires publics des immigrants, mais plutôt de leur consommation de biens publics.

Avec un système d'état providence complexe, la dynamique entre les revenus, les taxes payées, les transferts gouvernementaux reçus, et les divers autres déterminants de l'impact fiscal net, il est difficile d'analyser les différentes composantes et d'estimer comment elles s'influencent entre elles. C'est pourquoi analyser l'impact fiscal net permet d'estimer une mesure simplifiée sur l'ensemble de ces dynamiques afin d'en arriver à un chiffre. Un individu pourrait avoir des contributions fiscales nettes plus élevées qu'un autre en payant le même montant d'impôt, mais en touchant moins d'argent en provenance de transferts gouvernementaux. Analyser l'ensemble des transferts de ces programmes permet d'obtenir un aperçu global du rôle de l'individu dans la fiscalité du système de protection social, en d'autres mots, comment l'individu aurait globalement transféré ou reçu du système public de protection sociale. Un impact fiscal positif signifie que l'individu aurait surpassé sa consommation de transferts et service gouvernementaux. Un impact fiscal négatif signifie que l'individu aurait davantage reçu de transferts publics qu'il en aurait contribué.

Généralement, les Canadiens actifs plus âgés, en particulier ceux vers la fin de leurs âges actifs, contribuent davantage au système fiscal par rapport aux jeunes et aux plus âgées. Cela s'explique en partie par le fait que les ceux-ci ont généralement un revenu plus élevé, résultant de décennies d'expérience de travail et d'épargne. D'autre part, les jeunes Canadiens, en particulier les étudiants et les nouveaux travailleurs, ont souvent des revenus plus faibles et peuvent bénéficier de certaines mesures fiscales. Par conséquent, leur contribution fiscale nette est généralement plus faible. De plus, ces variations peuvent différer si l'individu est immigrant ou non, et selon le sexe et l'âge (Posca, 2016; Dempsey, 2005; Harding, 2018).

Akbari (1989) est considéré comme l'un des premiers économistes à s'intéresser et estimer l'impact fiscal net des immigrants au Canada, calculant un transfert positif d'environ 500 \$ par immigrant par an. En comparaison avec aujourd'hui, l'immigration était alors relativement faible et fluctuait à la hausse ou à la baisse en fonction des variations annuelles de l'économie canadienne.

Des études plus récentes, telles que celles de Grubel et Grady (2015) et de Javdani et Pendakur (2013), ont utilisé un échantillon transversal pour estimer les contributions et les transferts fiscaux des immigrants au Canada. Ces études arrivent à des conclusions différentes. Toutes deux estiment des contributions nettes plus faibles des immigrants par rapport aux natifs, mais avec une grande disparité de 5329\$ et 500 \$ respectivement. Ce large écart entre leurs résultats s'avère notamment être causé par des présuppositions économiques distinctes ainsi qu'une définition différente du groupe immigrant. Montcho et coll. (2021) ont reproduit une étude similaire, mais en décomposant la population par âge et en utilisant la méthodologie des Comptes de Transferts Nationaux (CTN). Ils constatent que la disparité moyenne de l'impact fiscal entre les natifs et les immigrants au Canada s'élèverait plutôt à 1710 \$ par année, mais augmenterait à 3640 \$ en moyenne lorsqu'on compare les immigrants aux natifs du même âge, dû au plus jeune âge de la population immigrante. La principale lacune de ces études récentes est de ne pas fournir une estimation de l'impact fiscal des cycles de vie complets des immigrants, car leurs analyses sont basées sur un échantillon limité dans le temps (Zhang et coll., 2020).

En revanche, DeVoretz et Pivnenko (2004) ont réalisé une étude estimant les modèles de transferts publics directs au cours de la vie des immigrants. Ils se sont toutefois concentrés uniquement sur la population immigrante des grandes villes canadiennes et ont utilisé une série chronologique des

échantillons limités de 1989 à 1997. Zhang et coll. (2020) ont reproduit cette recherche en utilisant des données longitudinales récentes sur l'impôt et le revenu, ainsi que des fichiers administratifs des immigrants reçus au Canada. Ils trouvent que les immigrants auraient eu des contributions fiscales nettes moyennes plus faibles que celles des natifs pendant leurs années de travail en raison de leurs impôts et cotisations de sécurité sociale moins élevés, et que cette différence se renverse après 65 ans en raison d'une éligibilité et d'un droit d'accès réduits aux systèmes de retraites publics. De plus, ils illustrent que l'âge à l'arrivée des immigrants joue un rôle primordial quant à leurs contributions fiscales nettes, puisque les immigrants installés depuis plus longtemps atteignent un niveau de contribution similaire aux natifs en plus de contribuer au système de protection sociale sur plus d'années.

La majorité des études canadiennes sur l'intégration économique des immigrants s'intéressent généralement aux différences de revenus. Bien que les revenus eux-mêmes ne sont pas directement le sujet de ce mémoire, ils sont déterminants dans le calcul de l'impact fiscal net puisque l'impôt sur le revenu représente la plus importante contribution fiscale positive des individus envers l'état. Il est bien compris que les immigrants vivent une période d'adaptation économique à la suite de leur arrivée au pays, mais cette adaptation peut varier de manière importante selon une foule de caractéristiques individuelles. Le portrait hétérogène de la population immigrante canadienne amplifie les différences individuelles quant à l'intégration économique et des contributions fiscales des cycles de vie des immigrants comme démontré dans l'étude de Zhang et coll. (2020). Ils montrent également que le statut d'immigrant (économique, secondaire ou réfugié) aurait d'importantes différences sur les contributions fiscales pour tout le cycle de vie adulte puisque les revenus moyens ainsi que les programmes touchés tendent à varier de manière importante selon les groupes. Bonikowska et coll. (2015) observent qu'il y a d'importantes différences même parmi les immigrants économiques. Notamment, la connaissance des langues officielles et l'expérience de travail au Canada avant l'immigration sont généralement considérées comme les meilleurs prédicteurs des gains annuels au cours des deux premières années suivant l'arrivée des immigrants économiques. Sur le plus long terme, le niveau de scolarité à l'arrivée et l'âge à l'arrivée (un indicateur de l'expérience de travail à l'étranger) sont alors de meilleurs prédicteurs. L'étude relève également que les immigrants dont la langue maternelle est le français ou l'anglais ne subissent pas d'effets négatifs significatifs de l'âge sur les gains. Ces résultats concordent avec la conclusion de Bélanger et Vézina (2016), qui concluent que le niveau de littératie des langues officielles, soit

l'habilité à utiliser la langue dans une foule de scénarios complexes comme au travail, tend à être le déterminant le plus important des revenus des immigrants.

On comprend donc que l'intégration économique est un processus continu (Harder et coll., 2018), et l'analyse de cette question d'un point de vue statique ne permet pas de pleinement apprécier l'impact économique qu'un immigrant pourrait avoir sur la fiscalité du pays. En réalité, chaque année après l'immigration correspondrait à une meilleure intégration dans l'économie canadienne susceptible d'entraîner une augmentation des contributions fiscales nettes des immigrants au fil du temps, et ce, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de la retraite. De plus, différents critères d'éligibilité aux programmes de retraite ou d'inactivité économique pourraient influencer l'impact fiscal des immigrants même après leur sortie du marché du travail comparativement aux natifs (Zhang et coll., 2020).

Puisque le processus d'immigration inclut également un aspect d'adaptation et d'intégration économique, les estimations de l'impact fiscal net bénéficient d'une approche longitudinale sur le cours de vie des individus (Javdani et Pendakur, 2013 ; Zhang et coll., 2020). Il est important de prendre en compte cette dimension temporelle lors de l'évaluation de l'impact fiscal des immigrants. Les immigrants ont souvent la capacité de s'adapter et de progresser économiquement à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience professionnelle au Canada, améliorent leurs compétences linguistiques et établissent des réseaux sociaux et professionnels. Ces facteurs peuvent contribuer à une augmentation de leurs revenus et de leurs contributions fiscales au fil du temps.

Simultanément, les transferts des gouvernements canadiens, incluant ceux des gouvernements provinciaux, aux citoyens peuvent se faire sous d'autres formes que monétaires. Offrir des soins de santé par exemple, l'une des dépenses les plus importantes du gouvernement, correspond en quelque sorte à un transfert fait aux individus (Zhang et coll., 2020). Parallèlement à l'évolution des contributions fiscales, le vieillissement d'un individu cause également une augmentation des besoins de services de santé. Puisque les besoins de services gouvernementaux, comme la santé évolue avec l'âge, et donc avec le cycle de vie, il est également important de prendre en compte cette dimension lorsqu'on calcule l'impact fiscal d'un individu au cours de sa vie.

Les apports de ce mémoire sont triples : premièrement, les contributions fiscales sont estimées en utilisant des bases de données différentes à celles précédemment utilisées dans les autres recherches sur le sujet, soit avec l'utilisation de la Base de données et Modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS) de Statistique Canada. La mobilisation de ces microdonnées et de cet outil constitue en soi une alternative intéressante aux approches entreprises par les différentes études faites antérieurement sur le sujet.

Deuxièmement, la projection de ces microdonnées grâce à des techniques de microsimulation permet de dériver un portrait longitudinal de l'impact fiscal des individus à travers leurs vies qui tient compte de manière dynamique du processus d'intégration économique des immigrants, notamment en tenant compte de la durée de résidence dans le pays d'accueil. Cette approche devient particulièrement utile au moment d'étudier une population avec des cycles de vie hétérogène dans un pays, telle que la population immigrante canadienne, pour reproduire les dynamiques d'intégration propres à cette population.

Troisièmement, l'utilisation de la microsimulation permet également de générer des résultats pour des scénarios alternatifs, permettant de simuler l'impact des politiques publiques alternatives sur l'impact fiscal les programmes de migration au Canada. Les résultats de cette analyse permettent de nuancer et éclairer les débats ainsi que les politiques publiques sur les questions d'immigration et d'intégration économique des immigrants quant à la fiscalité du pays.

OBJECTIFS DE RECHERCHE

L'objectif de cette recherche est donc d'estimer l'impact fiscal net sur le cycle de vie adulte des individus en tenant compte de leur statut d'immigrant et des particularités démographiques qui en découlent. Le premier objectif est de mesurer l'impact fiscal net moyen des natifs par rapport à celui des immigrants selon un ensemble de caractéristiques liés à l'intégration économique: âge, éducation, participation et chômage, durée de résidence. Deuxièmement, en créant un module de microsimulation permettant de calculer l'impact fiscal net, il devient possible de simuler l'impact fiscal des individus sur leur cycle de vie adulte. Cela contribue à différencier l'impact fiscal net cumulatif des immigrants en fonction de leur âge d'arrivée et du nombre d'années depuis leur immigration, en tenant compte de l'évolution de leurs caractéristiques sociodémographiques telles que leur âge, lieu de résidence ou leur niveau d'éducation. Enfin, en proposant des scénarios alternatifs qui supposent différentes dynamiques d'intégration des immigrants dans le pays, l'analyse permet d'estimer l'effet de différentes politiques de sélection ou d'intégration économique des nouveaux arrivants. Cette façon de faire donne l'occasion d'observer l'effet potentiel des politiques publiques en matière d'immigration et d'intégration économique des immigrants sur leur impact fiscal net au cours de leur vie.

L'approche adoptée pour estimer l'impact fiscal net sur le cycle de vie adulte offre un aperçu plus complet de la question d'impact fiscal net du cycle de vie. L'utilisation de la microsimulation dynamique permet de faire évoluer les différentes caractéristiques sociodémographiques et économiques tout au long de la vie de l'individu et d'estimer leurs contributions nettes, ainsi que leur coût de soin de santé pour chaque année jusqu'à leur décès, ainsi défini comme l'impact fiscal net. Puisque plusieurs variables démographiques ont un impact sur l'intégration économique des immigrants, et que ces variables auront tendance à évoluer au cours de la durée d'établissement dans le pays, la microsimulation dynamique permettrait de répliquer ces dynamiques complexes. L'utilisation de cette méthode, ainsi que l'analyse du cycle de vie qui en découle constituent en soi une contribution importante à la recherche sur l'impact fiscal net dans le contexte canadien. Cette technique permet également de simuler l'impact potentiel des politiques publiques sur les contributions fiscales nettes des immigrants en fonction des changements potentiels en ce qui concerne les dynamiques d'intégration économique.

CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

L'impact fiscal net est un concept économique visant à déterminer la contribution d'un individu au système de sécurité sociale. Il peut être calculé en soustrayant l'ensemble de la valeur des services et transferts gouvernementaux reçus par un individu à celle de ses contributions faites à travers les taxes payées et les impôts sur le revenu. Chaque pays possède une forme de système de sécurité sociale ou des programmes gouvernementaux différents, mais celui au Canada est unique au monde ; malgré une approche économique assez libérale, le système de sécurité publique canadien possède une vaste gamme de programmes gouvernementaux, un système de pension et de services publics variés (Olsen, 1994). Ceci complique le calcul de l'impact fiscal net, puisque l'individu au cours de sa vie, contribuera et consommera différemment les services et programmes gouvernementaux.

Bien que les termes impact, contributions et transferts fiscaux nets sont utilisés de manière interchangeable d'une étude à l'autre, ce présent mémoire qualifie ces deux concepts selon les définitions suivantes (voir annexe 1 pour plus d'information sur le calcul de ces concepts) :

- **Contribution fiscale nette ou transfert fiscal net** : La contribution fiscale nette est définie par l'OCDE (2013) comme les transferts publics directs reçus soustraits aux impôts, taxes et cotisations sociales aux régimes d'assurance publics et autres programmes gouvernementaux. C'est-à-dire les contributions fiscales monétaires reçues, moins les transferts directs du gouvernement. Par exemple, les taxes et impôts payés, ainsi que les cotisations au régime de pensions du Canada, au régime de rentes du Québec, etc. sont soustraites des transferts en argent reçus par un individu telles les prestations d'assurance-emploi ou de pension de vieillesse.
- **Impact fiscal net** : La différence entre toutes les contributions fiscales et tous les transferts reçus (Sojourner et Pacas 2018), incluant les transferts offerts en nature et non seulement en argent. Dans le cadre de ce mémoire, ces transferts en nature se limitent aux contributions fiscales nettes et aux estimations des coûts associés aux soins de santé selon l'âge et la province de résidence de l'individu.

Le concept principalement étudié dans ce mémoire est l'impact fiscal net des individus, ce qui inclut la valeur des soins de santé attribuable à un individu comme à un transfert (voir annexe 1). De plus, le modèle utilisé vise à quantifier les contributions et transferts attribuables à un individu et non pas à l'ensemble des dépenses gouvernementales par personne selon le statut d'immigrant comme les précédentes études économiques sur le sujet. Ce travail se limite donc aux impôts et aux transferts traités par le système d'impôt sur le revenu calculé par le BD/MSPS et aux soins de santé fournis par le gouvernement puisqu'il s'agit, pour les adultes, des principales dépenses indirectement attribuables aux individus hors de ces transferts.

Comme soulevé dans la revue de littérature, de nombreuses études économiques ont déjà évalué une forme d'impact fiscal net, qui prend en compte à la fois les transferts monétaires et les services, tel que les coûts liés aux soins de santé ou à l'éducation des individus. Ces estimations sont généralement basées sur des hypothèses arbitraires quant à la consommation en fonction du statut d'immigrant. Par exemple, Grubel et Grady (2011; 2012; 2015) estiment que les immigrants consomment davantage de services sociaux, tandis que Javdani et Pendakur (2013) soutiennent que la majorité des services sociaux sont principalement utilisés par les natifs. Montcho et coll. (2021) ont nuancé ces estimations en accordant davantage d'importance à l'âge des individus dans leur consommation des services publics pour calculer l'impact fiscal net. En effet, à mesure qu'un individu vieillit, il devient plus à risque d'obtenir des services de soin et de santé ou toucher des transferts de pension publique; la théorie économique du cycle de vie de Ando et Modigliani (1963) stipule qu'un individu aura des périodes de consommation et de surplus au courant de sa vie. Ainsi, l'enfance et la retraite constituent deux périodes de consommation tandis que la vie active serait une période de production. Lorsqu'on applique ces concepts à un système de protection sociale, on peut alors parler de contribution et de consommation de ce système (Deaton, 2005). La théorie du cycle de vie est à la base de la logique de plusieurs méthodes démographiques utilisées pour étudier l'impact fiscal, dont la méthodologie des comptes de transferts nationaux (CTN) utilisée par Montcho et coll. (2021). Cette approche permet de mesurer la manière dont les individus pourraient produire, consommer, épargner et partager les ressources économiques d'un point de vue fiscal selon leur âge. Une population relativement jeune avec une forte proportion de sa population en âge de travailler contribuera davantage au système de sécurité sociale. Inversement, une population plus âgée, comme celle du Canada, voit une grande partie de sa population devenir inactive, augmentant le nombre de bénéficiaires de pension et des régimes de

sécurité sociale. Mérette et Navaux (2019), en utilisant l'approche des CTN, concluent que les besoins économiques de la population vieillissante augmenteraient même plus rapidement que les surplus générés par la population active. Ce phénomène pourrait notamment être contrecarré grâce à l'immigration, ce que Montcho et coll. (2021) confirment en expliquant que le jeune âge de la population immigrante tend à augmenter la contribution fiscale moyenne par rapport à celle de la population native dans une perspective statique et transversale.

Contrairement à l'étude de Javdani et Pendakur (2013), l'approche de ce mémoire ne prend pas en compte les dépenses publiques agrégées qui ne sont pas directement attribuables à un individu spécifique, tel que celles reliées à la construction et l'entretien des routes ou des bureaux gouvernementaux ne sont donc pas pris en compte dans la mesure de l'impact fiscal net. Il serait difficile de quantifier ce type de dépenses liées aux biens publics sans faire des hypothèses économiques importantes sur les bénéficiaires de ces infrastructures et services. Cependant, nous incluons les dépenses liées à la santé en utilisant les estimations de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS). Les dépenses publiques de santé et d'éducation dépendent fortement de la structure d'âge de la population. Dans le système de santé canadien, les dépenses publiques de santé d'un individu sont principalement déterminées par ses besoins en matière de soins de santé et l'âge est le facteur le plus important de ces besoins. Les estimations de l'ICIS permettent donc d'attribuer pour chaque groupe d'âge, sexe et système de santé provincial le coût représentant l'offre du service public. Bien que certaines études avancent que les immigrants pourraient consommer davantage ou moins de services publics ou programmes gouvernementaux que les natifs (Koning et Banting 2013; Sarría-Santamera, 2016). D'autres études suggèrent que les immigrants canadiens, surtout ceux installés depuis plusieurs années au Canada ont des conditions de santé similaires ou même supérieur à celles des natifs (Lu et Ng 2019, Ng et Zhang 2020), influençant leur propension à bénéficier de davantage de services du système de santé publique. Cependant, le modèle suppose que le statut d'immigrant n'influence pas les dépenses liées à la santé des individus.

La santé est le seul service (autre que les transferts monétaires) comptabilisé dans l'estimation de l'impact fiscal net dans le module développé pour cette étude. Les dépenses liées à l'éducation ne sont pas comptabilisées dans l'estimation des transferts fiscaux du présent mémoire. Vu la gratuité de la scolarité au Canada, l'éducation représente l'un des plus importants transferts de services fait

à un individu sur son cycle de vie. Pour des raisons méthodologiques, le modèle utilisé dans cette étude ne prend pas en compte les transferts effectués avant l'âge de 20 ans. Ceci ignore le fait que les immigrants arrivant à l'âge adulte, n'ayant pas bénéficié de transferts de services d'éducation canadiens durant leur enfance, pourraient voir leur impact fiscal net de cycle de vie total augmenter par rapport à celui des natifs. Cependant, le modèle n'estime que l'impact fiscal individuel sur le cycle de vie adulte (20 ans et plus), et les coûts liés à l'éducation seraient relativement mineurs au-delà de 20 ans. Bien que certains programmes gouvernementaux financent en partie l'éducation de nouveaux arrivants au Canada, tels ceux reliés aux cours de langue, il demeure que les services d'éducation sont disproportionnellement consommés en dessous de 20 ans. L'exclusion des dépenses liées à l'éducation ne devrait donc pas avoir un impact important sur les portraits fiscaux de cycle de vie adulte estimés dans cette analyse.

L'impact fiscal net mesuré dans cette étude se limite aux transferts en argent et aux soins de santé entre l'individu et l'État. On peut les considérer comme le revenu net perçu par les gouvernements pour chaque individu. Si l'impact fiscal net est négatif, cela signifie que l'individu aura bénéficié de transferts gouvernementaux et de soins de santé d'une valeur supérieure à sa contribution en termes de valeur en dollars canadiens. L'ensemble des contributions fiscales nettes représente une part importante des revenus gouvernementaux et est utilisé pour financer l'ensemble des programmes et services sociaux offerts par l'État (Sojourner et Pacas 2018).

Zhang et coll. (2020) ont utilisé des données longitudinales sur les impôts et les revenus, ainsi que des fichiers administratifs sur les immigrants, pour calculer les contributions fiscales tout au long de la vie. Cependant, leur définition des contributions fiscales nettes exclut une source importante de transferts, à savoir les taxes sur les biens de consommation. Dans le modèle ici proposé, ces montants sont estimés en utilisant les microdonnées du BD/MSPS. Cette approche permet d'estimer les différents types de transferts, offrant ainsi un portrait plus complet des contributions fiscales nettes des individus tout au long de leur vie, ainsi que par le biais des différents programmes de transferts monétaires possibles.

Le modèle ici proposé est largement inspiré de la logique des CTN par âge (Lee et Mason, 2011; Organisation des Nations-Unis, 2013). Cette méthode consiste à utiliser l'âge comme un facteur déterminant dans les contributions qu'un individu fait au cours d'une année donnée. Dans un

contexte microéconomique, l'âge permet de déterminer le risque qu'un individu soit économiquement actif ou non, ainsi que sa propension à utiliser des services publics, dont les services de santé, ou de consommer ou non certains programmes fiscaux gouvernementaux. Bien que l'âge reflète ces comportements, plusieurs enjeux peuvent être soulevés lorsqu'on discute de population immigrante ; on comprend que les salaires des immigrants tendent à être plus faibles que ceux des natifs, mais que chaque année après leur arrivée, les immigrants voient leurs salaires augmenter jusqu'à un niveau similaire à celui des individus natifs aux caractéristiques socioéconomiques analogues (Crossman et coll., 2021). Puisque le salaire détermine les impôts payés, les contributions fiscales nettes tendent donc également à être plus faibles. Cependant, Zhang et coll. (2020) soulèvent que cet écart, du point de vue de contributions fiscales, pourrait devenir inexistante si l'individu immigré à un plus jeune âge dans le cadre d'une immigration économique. Il en demeure que les immigrants, surtout ceux établis depuis moins de 5 ans, tendent à avoir un taux de chômage supérieur et un taux d'activité inférieur à celui de la population totale (Statistique Canada, 2024b)

On comprend donc que l'intégration économique des immigrants joue un rôle primordial dans le calcul d'impact fiscal net. Les revenus ainsi que le statut d'emploi sont les facteurs économiques les plus influents dans la contribution fiscale des Canadiens aux âges d'activité économique. Ceux-ci tendent également à varier selon les cycles de vie, et ce, peu importe le statut d'immigrant. Par définition, les immigrants vivraient, en moyenne, une plus courte proportion de leur vie active dans leur pays d'accueil qu'un natif. Plusieurs d'entre eux arrivent pendant leurs vies actives et doivent faire face aux enjeux d'intégration économique et sociale mentionnés précédemment. En considérant que le processus d'intégration s'étale sur toute la vie des immigrants et fait partie de leur cycle de vie, il serait normal que l'impact fiscal net varie non seulement selon l'âge et le statut d'emploi, mais aussi en fonction du nombre d'années depuis leur immigration.

On comprend donc que l'estimation de l'impact fiscal net est un exercice complexe. Il est important de reconnaître les facettes multidimensionnelles influençant l'impact fiscal net (sexe, âge, durée depuis l'immigration...), pour adéquatement estimer celui-ci, particulièrement pour la population immigrante. L'analyse de cette présente étude vise donc à intégrer plusieurs des dimensions démographiques et économiques de la méthodologie du CTN aux concepts d'intégration économique en rapport au cycle de vie adulte des immigrants. En prenant en compte

non seulement l'âge des individus, mais également un ensemble de variables reflétant le processus d'intégration des immigrants, il devient possible d'estimer la différence de l'impact fiscal sur le cycle de vie. Cette approche vise à nuancer les débats sur le sujet tenant compte du nombre d'années depuis l'immigration, de l'âge à l'immigration et du statut d'emploi, données qui influencent considérablement les contributions fiscales nettes cumulatives des immigrants.

CADRE OPÉRATOIRE

Les recherches sur l'impact fiscal net au Canada font généralement face à un problème de données, en particulier lorsqu'on cherche à obtenir des données individuelles, et cette étude n'y fait pas exception. L'information sur les données d'impôt et de revenus des individus est protégée par la Loi sur la protection des renseignements personnels et ne peut être rendue accessible aux chercheurs œuvrant à l'extérieur du gouvernement. Afin de contourner ce problème tout en s'éloignant des présuppositions utilisées par la majorité des études économiques sur le sujet, le modèle employé dans cette analyse fait usage de données simulées de deux manières. La première implique l'utilisation des microdonnées simulées de la BD/MSPS de Statistique Canada. La seconde consiste à générer des cycles de vie simulés par le modèle canadien du Laboratoire de simulation démographique (LSD-C) développé par Bélanger et coll. (2018). Celle-ci reproduit en quelque sorte la méthodologie européenne développée par Bélanger et coll. (2020), mais adapté au contexte canadien.

Le BD/MSPS est un logiciel et une base de données permettant d'évaluer les coûts ou les effets sur la redistribution des revenus selon des changements apportés au système d'impôts personnels et de transferts monétaires. La BD/MSPS possède une base de données non confidentielle, statistiquement représentative portant sur des particuliers canadiens dans leur contexte familial et contenant suffisamment de renseignements sur chaque particulier pour calculer les impôts payés au gouvernement et les transferts de fonds versés par ce dernier (Statistique Canada, 2022a). Le modèle de simulation de politique sociale (MSPS) est un modèle comptable statique qui traite chaque particulier et famille de la BD/MSPS, capable de calculer les impôts et les transferts canadiens fédéraux et provinciaux au moyen de programmes et d'algorithmes proposés ou prévus par la loi pour une année donnée (Statistique Canada, 2022a).

Le LSD-C est un modèle de projections démographiques par microsimulation conçu pour projeter la population canadienne selon plusieurs variables démographiques, ethnoculturelles et socioéconomiques (Bélanger et coll., 2018). La microsimulation dynamique en sciences sociales peut se concevoir comme une expérimentation avec une société virtuelle comptant des milliers, voire des millions, d'individus que l'on crée et dont les trajectoires de vie se déroulent dans un ordinateur (Spielauer, 2011). En cours de simulation, le modèle permet de faire évoluer les

différentes caractéristiques des individus simulés au cours de leur vie. Ces modèles peuvent tenir compte de la diversité croissante de la population et gérer les formes multidimensionnelles et dynamiques de la diversité issue de l'immigration (Bélanger et coll., 2018). Le LSD-C permet donc de simuler le cycle de vie des individus au Canada, et de rapporter leurs caractéristiques, comme leur statut d'immigrant, leur niveau d'éducation ou leur statut d'emploi pour chaque année de manière transversale. De plus, le modèle permet de simuler le cycle complet de la vie des individus projetés et de cumuler le nombre d'années passées dans un état ou un autre (par exemple, actif ou inactif sur le marché de l'emploi). En y greffant un module estimant les contributions nettes selon un ensemble de caractéristiques liées à l'intégration économique, il devient possible de cumuler aussi la valeur de l'impact fiscal net au cours de la vie de chaque individu.

Puisque les besoins ainsi que coûts des soins de santé varient principalement selon l'âge ainsi que le sexe de l'individu (ICIS, 2010 ; Alemayehu et Warner, 2004 ; Kalseth et Halvorsen, 2020), nous utilisons les données de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS, 2023) qui estiment les coûts de services de santé attribuables à chaque individu selon leur tranche d'âge, leur sexe et leur province de résidence (voir annexe 4). Ceci permet donc d'estimer le coût économique des individus selon leur âge pour chaque système de santé provincial. Contrairement aux contributions et transferts reçus qui varient pour chacun des individus, les frais de santé sont répartis uniformément pour les individus du même sexe, provinces et tranches d'âge au lieu de varier d'individu en individu.

Les principales variables utilisées pour générer une estimation des contributions fiscales nettes des individus sont : l'âge, le sexe, le statut d'emploi, la province/région de résidence, le statut d'immigrant et le nombre d'années depuis l'immigration. L'ensemble de ces variables sont présentes dans le BD/MSPS ainsi que dans le LSD-C. L'âge, le sexe et le statut d'emploi nous permettent de recréer la logique des CTN. J'inclus également la province de résidence puisqu'elle dicte l'accessibilité aux différents programmes gouvernementaux, le coût des soins de santé, ainsi que les taxes et impôts payés par un individu (voir annexe 1 et 2), ce qui influence significativement l'impact fiscal net. Notre apport conceptuel à la méthodologie du CTN repose donc sur l'inclusion de la caractéristique d'immigration et de l'approche longitudinale du processus d'intégration économique dans l'estimation des contributions fiscales. Plus le nombre d'années depuis l'immigration augmente, et plus l'immigrant est jeune au moment de son

immigration, plus l'impact fiscal net d'un individu devrait se rapprocher à celui d'un natif (Zhang et col., 2020). Il est donc important d'inclure cette dimension d'intégration, en plus des variables socioéconomiques comme l'âge ou l'éducation, lorsqu'on calcule les contributions fiscales sur le cycle de vie d'un immigrant (Hinte, 2014).

DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Afin d'avoir des projections sur les contributions fiscales nettes sur le cycle de vie adulte avec le LSD-C, il est nécessaire d'inclure un module capable de calculer ces estimations de manière continue. Ce module de microsimulation interagit avec d'autres variables démographiques et économiques propres à chaque individu, afin d'estimer la valeur potentielle des contributions fiscales pour chaque année de sa vie. Par exemple, à tout moment où une caractéristique (âge, éducation, statut d'emploi, région, durée de résidence pour les immigrants) de l'individu simulé change, le module de microsimulation prend en compte ces changements et réestime les contributions fiscales.

Une variable nécessaire à notre analyse est le statut d'emploi. Le LSD-C possède déjà un modèle de participation au marché du travail : un individu peut être considéré comme actif (employé ou au chômage à la recherche d'un emploi) ou inactif. La valeur de la variable d'état de la participation à la force de travail est déterminée à partir des caractéristiques de l'individu. Le statut de participation à la force de travail est donc déterminé par les caractéristiques individuelles, sans transition spécifique entre les états actif et inactif. Les facteurs influençant la propension à la participation au marché du travail incluent le genre, l'âge (par tranches de cinq ans) et le niveau d'éducation de l'individu (Bélanger et coll. 2018). Le module actuel détermine restreint également les taux de participation selon deux mécanismes distincts:

- 1) Le taux d'activité ne peut pas augmenter au-delà du taux maximal observé en 2011 (97,9 %)
- 2) Les cohortes âgées de 55 ans et plus ne peuvent pas avoir un taux d'activité supérieur à celui du groupe d'âge précédent.

Cependant, un individu sur le marché du travail n'est pas nécessairement en emploi, et la situation d'emploi et d'activité (en emploi, au chômage, inactif) d'un individu aura certainement un impact majeur sur ses revenus, sur ses taxes payées et sur les transferts gouvernementaux touchés, tel que l'assurance-emploi. Afin de correctement estimer les contributions fiscales nettes, il est donc crucial de déterminer le statut de participation au marché du travail (actif/inactif), d'un individu, mais aussi le statut d'emploi (en emploi/au chômage).

Pour déterminer si un individu est en situation d'emploi ou non, il est nécessaire d'ajouter un module au LSD-C : le module de statut d'emploi. Ce module détermine, parmi les individus définis comme actifs avec le module de participation au marché du travail, si l'individu est en situation d'emploi, ou s'il est en situation de chômage. La valeur de la variable d'état de la participation à la force de travail est également déterminée selon le sexe, l'âge (groupes d'âge de cinq ans), le niveau d'éducation, mais également le statut d'immigrant (immigrant ou non), la durée d'établissement (pour les immigrants seulement, par groupes d'âge de cinq ans) et la région de résidence.

Afin de déterminer la propension qu'une personne active soit en situation d'emploi ou non, les données du recensement de 2016 ont été utilisées pour définir les caractéristiques du module de situation d'emploi (voir plus bas pour la justification de l'utilisation de 2016 comme année de référence). Cette propension est mesurée avec une analyse de régression logistique binomiale sur l'ensemble de la population active. Les caractéristiques sociodémographiques utilisées dans la régression sont l'âge, le niveau éducation, la durée d'établissement (pour les immigrants) et la région de résidence et la régression est stratifiée selon le sexe et le statut d'immigrant. Comme le module de contribution nette ne considère pas le statut d'emploi des individus de 70 ans et plus, les données reliées à ceux-ci ne sont pas incluses dans cette régression.

Pour les individus immigrants, la durée d'établissement par groupe d'âge de cinq ans devrait être une caractéristique déterminante du statut d'emploi. Plus un immigrant a de temps pour s'intégrer au marché du travail de son pays d'accueil, plus on pourrait assumer que sa propension à être en emploi lors de ses périodes d'activité augmenterait au fil du temps, en raison de l'acquisition progressive de compétences linguistiques, de réseautage ou d'adaptation aux normes professionnelles. Par définition, les non-immigrants ne sont pas assujettis à cette caractéristique. Le module de statut d'emploi détermine donc si un individu actif est au chômage ou non, puis le module d'impact fiscal net prend ce résultat en considération lors de l'estimation, dépendamment si l'individu est inactif, actif au chômage ou actif en emploi.

Afin de paramétrer le module d'impact fiscal net, des microdonnées issues du Modèle de simulation de politiques sociales (MSPS) de Statistique Canada sont utilisées. L'année 2016 est utilisée comme période de référence puisque celle-ci correspond à la dernière année de

recensement pour laquelle le gouvernement canadien n'avait pas mis en place des programmes de transfert exceptionnel, comme la prestation canadienne d'urgence en 2020. C'est également l'année de référence de la dernière version du MSPS (version 28.0) au moment du développement du module employé dans ce présent mémoire.

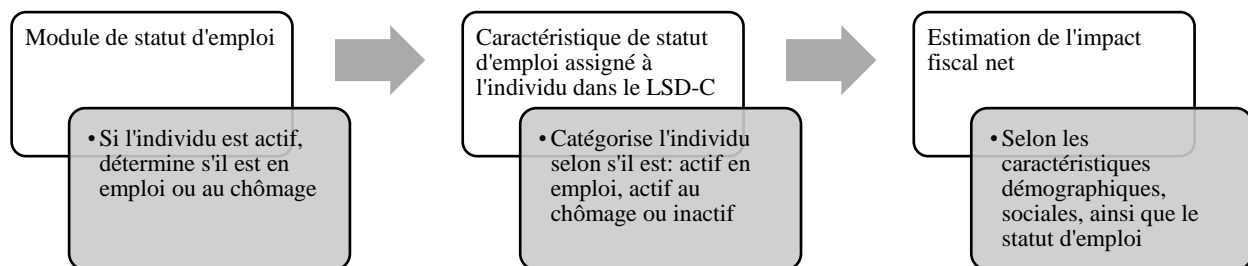
Les microdonnées relatives aux contributions fiscales nettes sont générées à l'aide de la Base de données de simulation de politiques sociales de Statistique Canada (BDSPS). Les variables d'intérêt telles que les contributions fiscales fédérales et provinciales nettes sont simulées à travers le MSPS et attribuées aux données de la BDSPS. Les contributions fiscales annuelles sont converties en impact fiscal net en soustrayant les coûts de santé annuels aux contributions fiscales individuelles. Les coûts de soins de santé ne sont pas estimés dans par le BD/MSPS puisqu'ils ne sont pas un transfert fiscal. Par conséquent, ce sont les estimations de l'ICIS (2023) qui estiment les dépenses nationales de santé moyennes attribuables par tranche d'âge, par sexe et par province de résidence (voir annexe 4) qui ont été prises en compte. Cette somme est déduite des contributions afin de tenir compte du fardeau fiscal supplémentaire lié aux soins de santé pour chaque individu. Avec une méthodologie différente, les contributions fiscales nettes correspondent au même type de transfert étudié par Zhang et coll. (2020), mis à part l'inclusion de diverses taxes de consommation payées sur une année par un individu, ainsi que l'inclusion des transferts d'une foule de programmes gouvernementaux supplémentaires.

Une régression des moindres carrés est utilisée pour obtenir les coefficients nécessaires à la modélisation de l'impact des variables indépendantes sur les contributions fiscales nettes. En utilisant le résultat des coûts de santé estimés, soustrait aux contributions fiscales nettes provinciales et fédérales, comme variables dépendantes, et les caractéristiques sociodémographiques et économiques comme variables indépendantes. Les variables attribuées à chaque individu au sein de la simulation, soit le sexe, l'âge, le statut d'emploi le nombre d'années depuis l'immigration ou la province de résidence sont utilisées pour estimer les contributions fiscales, ou l'impact fiscal net de l'individu à un moment donné. La microsimulation dynamique permet donc de faire évoluer les caractéristiques démographiques d'un individu au fil du temps (Bélanger et coll. 2018). Par exemple, l'âge et le nombre d'années depuis l'immigration augmentent chaque année, la province de résidence peut changer si l'individu déménage d'une province à une autre, le statut d'emploi peut fluctuer, etc. En tenant compte de l'évolution de ces différentes

caractéristiques, le LSD-C réestime les contributions de manière continue. Pour calculer l'impact fiscal net d'un individu sur son cycle de vie adulte (à partir de 20 ans ou de l'année d'immigration de l'individu, jusqu'à sa mort ou son émigration), il suffit de sommer les contributions fiscales nettes sur l'ensemble de sa vie au Canada. Ce résultat cumule l'ensemble des contributions fiscales de l'individu sur sa vie. L'émigration est modélisée dans le LSD-C comme un risque annuel de départ, avec des taux variant selon l'âge, le sexe et la province, et des risques relatifs par pays de naissance (Bélanger et coll. 2018). La mortalité est modélisée pour chaque individu en fonction de l'âge, du sexe, de la province de résidence, du niveau d'éducation, du statut générationnel, de sa région de naissance et de son identité autochtone (Bélanger et coll. 2018). La fin du cycle de vie de l'individu au Canada est donc déterminée lorsqu'un de ces événements se produit, et l'estimation de l'impact fiscal net est calculé uniquement au

En pratique, le module d'impact fiscal de la microsimulation extrapole donc les dynamiques des contributions et des dépenses publiques de l'année 2016 en fonction des différentes caractéristiques démographiques des individus, tout en tenant compte de l'évolution démographique et socioprofessionnelle des individus dans le temps. Le scénario de base projette donc dans le temps l'effet sur les contributions fiscales nettes des individus en dollars constants de 2016, en supposant que l'effet des variables telles que l'éducation, le sexe ou le statut d'immigrant demeure constant, mais en tenant compte des changements possibles dans les caractéristiques individuelles (âge, durée depuis l'immigration, région de résidence, statut d'activité économique...).

Figure 1 : Schéma fonctionnel du module d'emploi et d'estimation de l'impact fiscal net du LSD-C



La population étudiée dans l'analyse est celle de 20 ans et plus. Les résultats du SPSM n'offrent pas de données de transfert fiscal attribuables aux individus âgés de moins de 16 ans, et les transferts des 16 ans et plus sont généralement assez faible considérant que les individus âgés de 16 ans et plus sont encore dépendants au Canada de leurs gardiens légaux. Les transferts en argent ne seraient donc pas directement faits à eux, mais à leur foyer ou à leurs gardiens légaux. Bien qu'il serait intéressant d'attribuer ces transferts aux individus en bas âge, cela deviendrait un exercice de modélisation bien trop complexe et bien au-delà de la nature du MSPS. À cause de cette limite, nous excluons également les individus de 20 ans et moins puisqu'une grande proportion d'entre eux demeure fiscalement dépendante de leurs parents, influençant leurs niveaux de transfert fiscaux.

Le modèle de microsimulation construit est donc techniquement limité en termes d'analyse d'âge et de transfert "en nature". Bien qu'un modèle capable de modéliser les transferts et l'impact fiscal des individus de moins de 20 ans étant capable de modéliser séparément les transferts liés à l'éducation ou tout autre service public recréerait plus réalistiquement les phénomènes sociaux, il est présentement impossible d'inclure une telle capacité dans le modèle avec les données actuelles. Le modèle utilisé calcule donc seulement l'impact fiscal net des adultes de 20 ans et plus.

La projection démographique par la microsimulation dynamique est un outil de qui permet d'estimer l'évolution d'un phénomène dans le futur en répliquant des phénomènes au niveau individuel. Elle peut également être utilisée pour évaluer les impacts potentiels des politiques publiques et des programmes gouvernementaux afin d'en améliorer l'efficacité et la rentabilité (Wolfson, 2011). En ajustant les paramètres de base de la microsimulation, il devient possible de simuler l'effet que pourrait avoir un programme gouvernemental ou d'une politique sociale. Ces scénarios alternatifs, lorsque comparés au scénario de base, permettent de voir ce qu'auraient comme effet les politiques publiques sur l'impact fiscal net des individus comparativement à celui projeté dans le scénario de base. Cela permet de simuler comment des politiques publiques pourraient influencer l'impact fiscal net des individus, en comparaison avec les projections du scénario de base. Le LSD-C permet également de générer des résultats de scénarios alternatifs basés sur des hypothèses variées concernant les tendances démographiques, économiques et sociales, offrant ainsi une perspective plus nuancée, évaluant l'impact potentiel des politiques migratoires et d'intégration économique des immigrants. Les scénarios projetés sont les suivants:

- Le scénario de base suppose une continuation du profil actuel d'immigrants entrants, dont le nombre est fixé à 500 000 immigrants par année, tel que planifié par le gouvernement canadien (IRCC, 2022; 2023). Dans ce scénario, les contributions ainsi que l'intensité de travail (activité économique et emploi/chômage) sont déterminées selon les tendances observées en 2016 telles que décrites précédemment.
- Le scénario de variation d'immigration à la baisse assume un déclin du nombre d'immigrants entrants, fixé à 300 000 immigrants par année. Dans ce scénario, les contributions ainsi que l'intensité de travail sont les mêmes que dans le scénario de base, mais le nombre d'immigrants entrants est réduit. Ceci pourrait correspondre à une politique réductionniste de l'immigration, tel que proposé par Grubel et Grady (2011; 2012; 2015). Ce scénario a pour objectif d'analyser l'influence d'une réduction du flux migratoire sur l'impact fiscal net moyen futur de l'ensemble de la population (incluant les immigrants et les natifs), et n'aurait pas d'influence sur l'impact fiscal net cycle de vie des individus.
- Le scénario d'intensité de travail égale suppose une continuation du profil actuel d'immigrants entrants, fixés à 500 000 immigrants par année, ainsi qu'une participation au marché de l'emploi et des taux de chômage égaux à ceux des natifs, mais en conservant les mêmes tendances d'impact fiscal net. Ceci correspond à un scénario hypothétique où le niveau de participation des immigrants au marché de l'emploi est le même que celui des natifs, alors que leur niveau de contributions fiscales demeure inchangé par rapport au scénario de base.
- Le scénario de contribution égale suppose une continuation du profil actuel d'immigrants entrants dont le nombre est fixé à 500 000 immigrants par année, mais avec une meilleure intégration économique alors que leur niveau de participation au marché de l'emploi demeure inchangé par rapport au scénario de base. Ceci correspond à un scénario hypothétique dans lequel les contributions fiscales des immigrants seraient similaires à celles des natifs, mais avec un taux de participation au marché de l'emploi qui demeurerait inchangé à celui du scénario de base.
- Le scénario d'intégration parfaite suppose une continuation du profil actuel d'immigrants entrants, fixés à 500 000 immigrants par année, mais avec une meilleure intégration économique en termes d'impact fiscal et d'intensité de travail. Un individu immigrant aurait le même niveau de contribution et d'intensité de travail qu'un natif avec des

caractéristiques sociodémographiques similaires (âge, éducation, lieu de résidence...). Ce scénario correspond essentiellement à la combinaison du scénario d'intensité de travail égal et du scénario de contribution égale.

Ces scénarios alternatifs correspondent essentiellement à ceux employés dans l'étude de Bélanger et coll. (2020) mais adaptés au contexte canadien. Il est important de mentionner que supposer que les immigrants aient une meilleure intégration économique, particulièrement au point d'avoir un niveau d'activité et de contributions similaire à celui des natifs, impliqueraient des changements drastiques en termes de politique d'intégration des immigrants ou des politiques migratoires. L'objectif de générer de tels scénarios n'est pas d'offrir un portrait réaliste de ce que pourrait ressembler le futur, mais plutôt d'explorer des possibilités alternatives et d'alimenter la réflexion sur les diverses directions que l'impact fiscal net des immigrants pourrait prendre si l'intégration économique des immigrants et immigrantes était mieux réussie.

RÉSULTATS ET ANALYSES

Il est important de souligner que les données utilisées dans mes analyses sont des données obtenues à travers des modèles de simulation : l'une à travers la BD/MSPS et l'autre avec le LSD-C. Cette approche permet d'obtenir une représentation de la population canadienne tout en préservant la confidentialité des individus. Bien que la BD/MSPS soit extrapolée à partir de données réelles, certaines de ses caractéristiques ainsi que les résultats découlent de formules associées au MSPS et n'ont pas été observées, mais plutôt modélisées. Malgré cela, l'outil de simulation utilisé reste fiable et est constamment mis à jour par Statistique Canada. Les données simulées restent donc pertinentes à analyser, même si elles ne sont pas des données réelles. L'utilisation de ce logiciel oblige aussi à avertir le lecteur : *la présente analyse est fondée sur la Base de données et le modèle de simulation de politique sociale de Statistique Canada. Bien prendre en considération que le module de microsimulation et les calculs qui ont servi à la présente analyse sont l'œuvre de l'auteur du présent mémoire et de ce fait, l'interprétation de ces données n'engage que la responsabilité de ce dernier.*

L'analyse est divisée en quatre sections distinctes : La première section décompose les données de sortie du BD/SPSM combinées selon le sexe, l'âge et la province de résidence des individus immigrants et natifs afin de brosser le portrait statique des contributions fiscales nettes de la population du simulé du BD/SPSM de 2016. L'objectif de cette analyse descriptive est de fournir une compréhension des contributions nettes qui seront utilisées pour paramétrer le module de microsimulation développé dans le cadre de ce mémoire. La seconde analyse décrit les estimations de coût de santé par personne, selon l'âge et le sexe de l'ICIS. La troisième analyse décrit la propension à l'emploi de la population active selon le recensement de 2016. Les estimations des contributions fiscales nettes, des coûts de santé par personne, de la propension à l'emploi sont ensuite utilisées dans la construction du module de microsimulation estimant l'impact fiscal net annuel des individus. Les résultats du découlant du module de microsimulation sont examinés dans la quatrième section de l'analyse. Cette dernière explore également les résultats des scénarios alternatifs.

I. Contribution fiscale nette estimée par la BD/SPSM

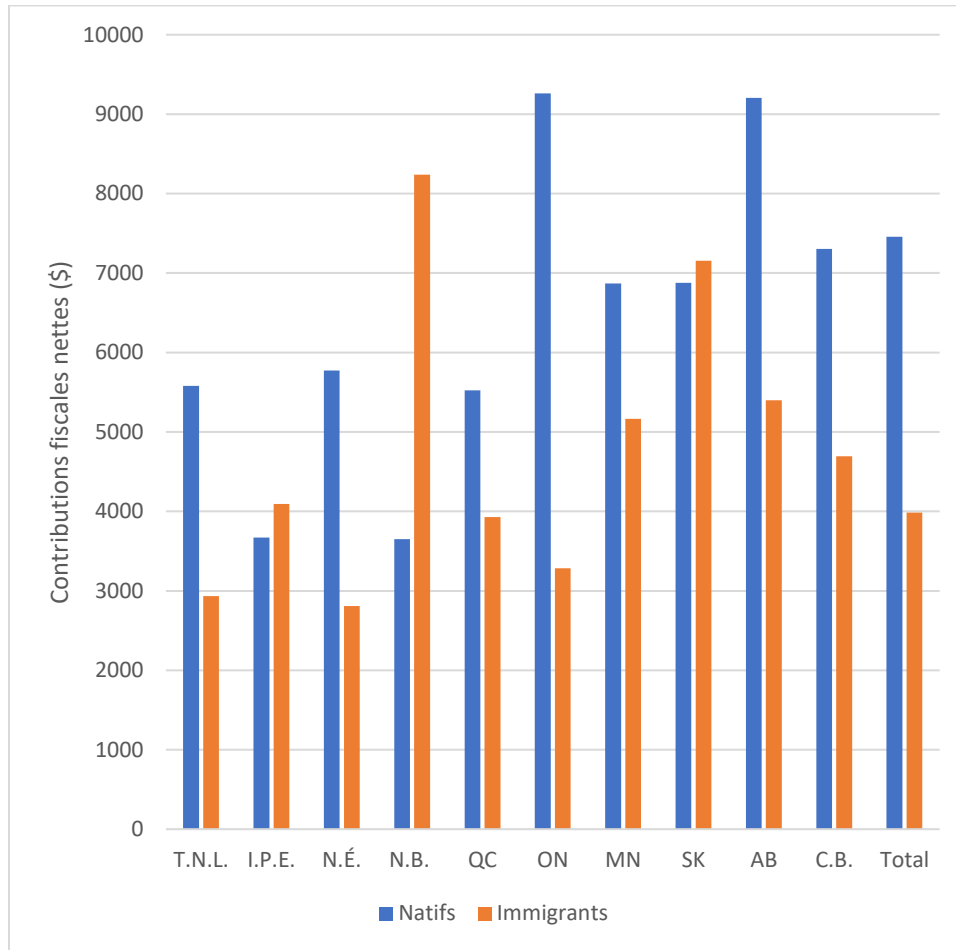
Cette première analyse s'intéresse uniquement aux données à la sortie d'une simulation du BD/SPSM pour l'année 2016. Elle représente ce qu'auraient été les contributions fiscales nettes de 2016 pour la population canadienne de 20 ans et plus. Il est donc important de noter que les transferts en santé ne sont donc pas inclus dans cette première analyse, seulement les transferts nets réalisés en argent le sont, c'est-à-dire la valeur des transferts gouvernementaux soustraits aux taxes et impôts payés par un individu (voir la section CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL et annexe 1).

Il est important de noter que les contributions nettes ont une distribution qui présente une forte asymétrie positive. Puisque les impôts sur le revenu auraient suivi la distribution de revenus, celle-ci étant fortement asymétrique, il est normal de voir cette tendance être reflétée sur l'impact fiscal net. Comme indiqué sur le tableau 1, la moyenne des contributions fiscales nettes aurait été autour de 6477\$ tandis que la médiane serait de 2224\$ ($\sigma = 32719\$$). La population immigrante aurait observé une distribution plus faible et significativement différente à celle des natifs selon le test non paramétrique de Mann-Whitney-Wilcoxon (voir annexe 3: $z = 48.189$; $p < 0,001$), indiquant une différence significative des contributions nettes entre les immigrants et les natifs.

Tableau 1: Statistiques descriptives des contributions fiscales nettes (en dollars canadiens) selon le statut d'immigrant, population de 20 ans et plus, sorties du BD/MSPS, 2016

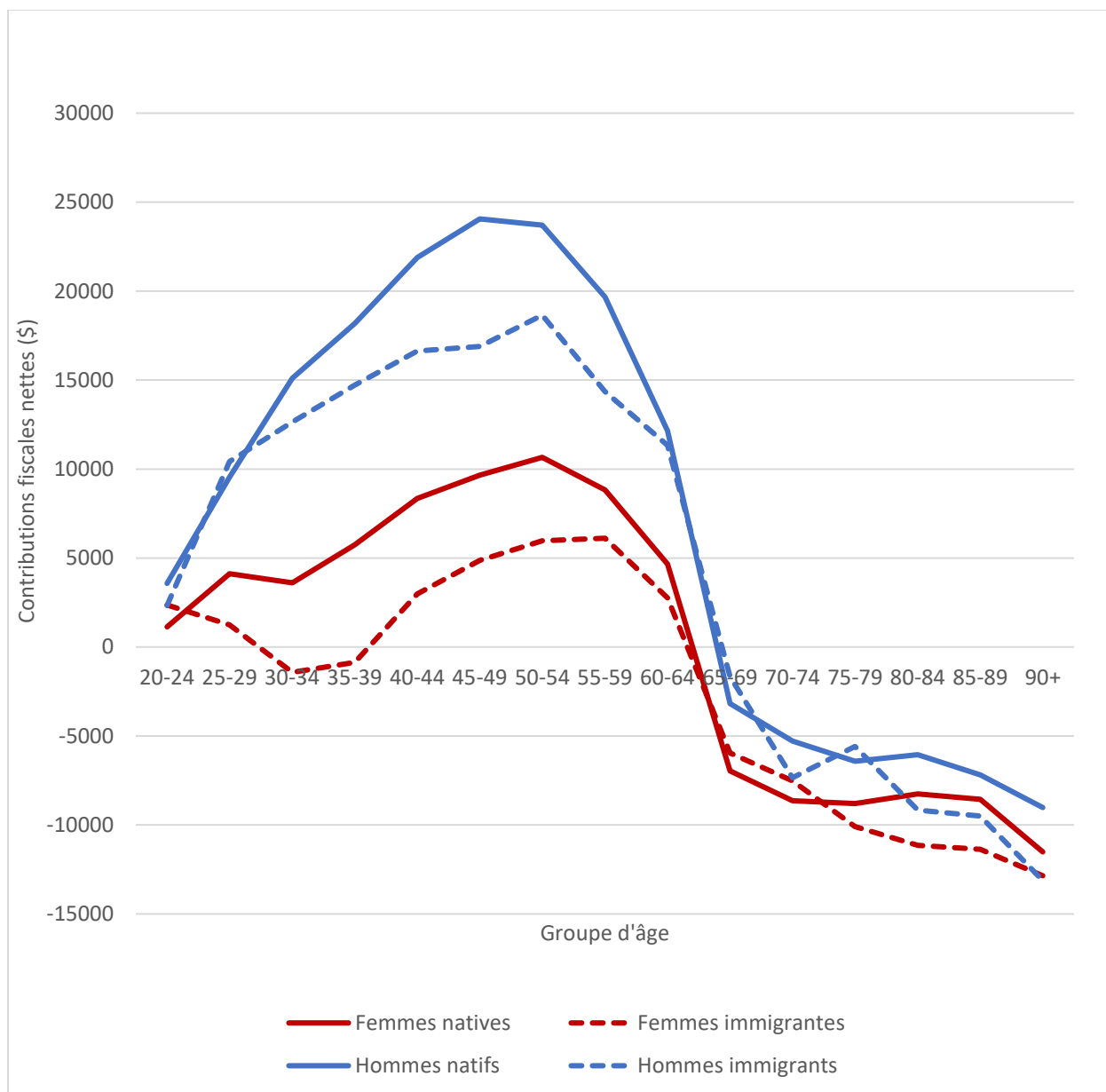
	Natifs	Immigrants	Total
Observations	20305026	7973382	28278408
Moyenne	7455	3984	6477
Médiane	3219	389	2224
Écart-type	33675	30005	32719

Figure 2 : Contributions fiscales nettes (en dollars canadiens) selon le statut d'immigrant par province de résidence, population de 20 ans et plus, sorties du BD/MSPS, 2016



On aurait également observé d'importantes variations interprovinciales parmi les contributions des immigrants aux natifs. Par exemple, les immigrants auraient été, en moyenne, de plus importants contributeurs fiscaux que les natifs à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan. Cependant, dans la majorité des provinces, et pour la moyenne nationale, les immigrants auraient généralement des contributions nettes plus faibles que les natifs, particulièrement en Ontario, où l'on aurait observé le plus large écart entre les immigrants (3284\$) et les natifs (9260\$). Ces variations interprovinciales peuvent être causées par une variété de facteurs influençant les contributions fiscales tels que l'économie locale et le marché du travail, les programmes de transferts provinciaux ou la structure démographique des immigrants et des natifs.

Figure 3 : Contributions fiscales nettes (en dollars canadiens), population de 20 ans et plus selon le statut d'immigrant, l'âge et selon le sexe, sorties du BD/MSPS, 2016



Comme suggéré par l'approche de CTN, la distribution de l'impact fiscal est influencée par la structure par âge de la population. Sans surprise, les contributions auraient tendance à être plus élevées durant la période d'activité économique, atteignant leur plus haut point aux alentours de 45-54 ans, avant de rapidement chuter et devenir négatives après 65 ans, l'âge de la retraite au Canada. Cette tendance est observée pour les hommes et femmes, natifs ou immigrants. Les hommes auraient cependant des contributions plus élevées que les femmes pour tous les groupes

d'âge, et particulièrement durant la période d'activité économique. Cette distinction en termes de contributions pourrait être attribuée à une multitude de facteurs socioéconomiques tels que les écarts de revenus ou une propension plus élevée à recevoir des transferts gouvernementaux selon le sexe.

Comme attendu, les niveaux de contribution auraient donc été plus élevés pour les natifs que pour leurs contreparties immigrantes. Les contributions des immigrants auraient généralement été plus faibles pour les natifs du même sexe et du même âge. C'est également le cas pour les âges avancés (après 65 ans), contredisant partiellement l'analyse de Zhang et coll. (2020), qui avançait que les immigrants (à l'exemption des réfugiés) auraient eu de plus fortes contributions parmi la population âgée en raison d'une plus faible éligibilité aux programmes sociaux et de retraite.

Cette analyse préliminaire justifie l'approche de stratifier les groupes par âge avancé ou non, par sexe, ainsi que par statut d'immigrant (voir la section DONNÉES ET MÉTHODOLOGIES). Les autres dimensions, tel que le l'âge, le statut d'activité et d'emploi, le niveau de scolarité ainsi que la région de résidence sont utilisés comme déterminants de l'impact fiscal pour chacun de ces groupes.

II. Estimations de dépenses en santé de l'ICIS

L'ICIS (2022) produit des estimations des dépenses de santé publique selon le sexe et l'âge par province. Puisque notre analyse s'intéresse également aux transferts en santé, ces estimations ont été intégrées à notre calcul de l'impact fiscal net.

Cette estimation présente donc l'ensemble des coûts annuels des systèmes de santé pour chaque province canadienne, par personne, selon l'âge des individus en 2016. Tous types de dépense dont l'objectif principal est d'améliorer ou de prévenir la détérioration de l'état de santé sont inclus. Elle inclut les fonds versés aux hôpitaux et institutions liés au domaine de la santé (services de santé résidentiels, aux établissements de soins longue durée...), à l'administration des services de santé, aux médecins, aux services de santé publique, au coût des médicaments et au capital de santé publique (infrastructure, équipement médical des hôpitaux...).

Tableaux 2 : Estimations des dépenses totales de santé (en CAD) des administrations provinciales par personne, selon le groupe d'âge, le sexe et par province au Canada, 25 ans et plus 2016.

Dépenses par année, Femmes

Groupes d'âge	T.N.L.	I.P.E.	N.É.	N.B.	QC	ON	MN	SK	AB	C.B.
20-24	3140	2342	2392	2308	1994	2002	2764	3319	3082	2246
25-29	3831	3102	3055	2913	2735	2707	3403	4023	3780	2816
30-34	4043	3253	3155	2952	2869	3228	3653	4110	4102	3288
35-39	3724	2649	2807	2664	2519	2875	3372	3727	3705	3081
40-44	3560	2628	2612	2552	2283	2546	3262	3564	3526	2747
45-49	3903	2680	2930	2810	2482	2693	3444	3896	3845	2804
50-54	4185	3451	3276	3173	2854	3084	3948	4148	4279	3209
55-59	4996	3784	3767	3699	3406	3571	4560	4633	4989	3643
60-64	5992	4334	4490	4427	4229	4291	5483	5137	6176	4231
65-69	7535	5775	5893	5861	5672	6324	6971	6851	8207	5242
70-74	10317	8842	7845	7516	7679	8099	9153	9055	10702	6877
75-79	14918	11976	10974	10462	10917	10585	12742	11597	14528	9501
80-84	22451	19029	16730	14694	16118	14515	18206	16297	20925	13985
85-89	37346	34555	27803	22868	25845	22897	30306	27966	32957	22995
90+	46297	37371	34328	27079	29814	26118	38088	30648	40688	28531
Total	6128	4963	4832	4489	4397	4282	5178	5295	5282	4279

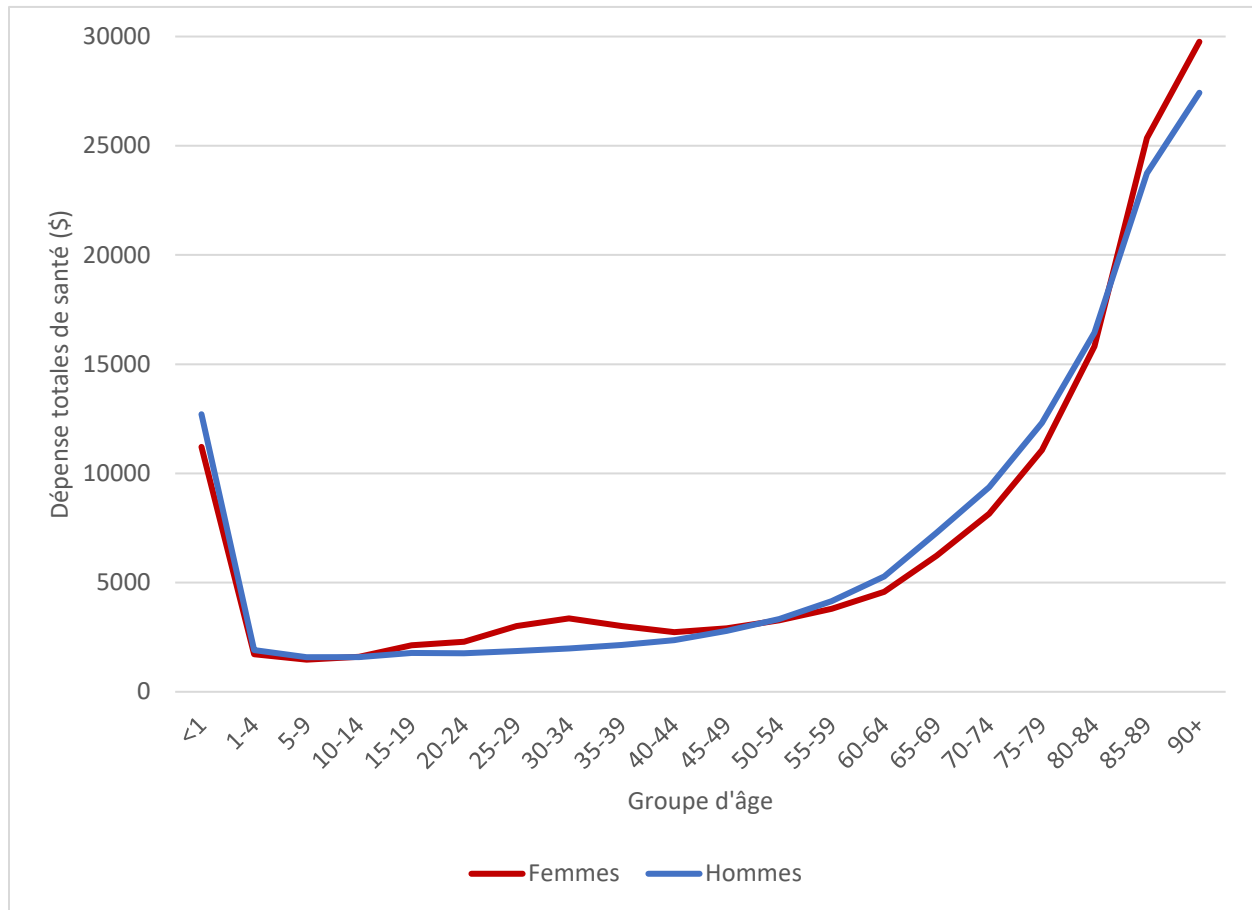
Dépenses par année, Hommes

Groupes d'âge	T.N.L.	I.P.E.	N.É.	N.B.	QC	ON	MN	SK	AB	C.B.
20-24	2407	1730	1854	1725	1523	1555	1937	2324	2298	1936
25-29	2590	1730	1813	1778	1591	1661	2002	2271	2274	2035
30-34	2764	1968	1944	1862	1659	1797	2102	2491	2406	2132
35-39	3162	2089	2164	2054	1751	1973	2388	2648	2687	2307
40-44	3068	1981	2400	2341	1928	2201	2806	3100	3020	2509
45-49	3354	2451	2789	2837	2289	2583	3260	4154	3586	2913
50-54	4106	3474	3385	3185	2848	3163	3906	4132	4231	3444
55-59	5137	3805	4249	3908	3536	3995	4698	4765	5363	4184
60-64	6564	4476	5265	5066	4552	5162	5929	5681	6799	5192
65-69	8466	6988	7139	6587	6301	7625	7867	7779	9430	6334
70-74	11082	8708	9164	8914	8301	9788	9893	9918	12167	8028
75-79	14786	13444	12363	11653	11435	12411	13301	12898	15834	10671
80-84	20644	21271	16350	15372	15834	15969	18485	17219	21286	14459
85-89	32038	30572	23747	23244	23438	22455	28244	25148	29780	21296
90+	34179	33268	27412	23925	26301	25614	33877	28305	38310	25377
Total	5313	4207	4266	4071	3663	3881	4262	4499	4585	3968

Notes : Arrondis aux dollars près. Les territoires ont été omis puisqu'ils ne sont pas inclus dans la BD/MSPS ainsi que dans l'analyse de ce mémoire

Source : Métadonnées de la Base de données sur les dépenses nationales de santé, 2023, ICIS

Figure 4: Dépense totale de santé par personne selon l'âge (en dollars canadiens), Canada, 2016

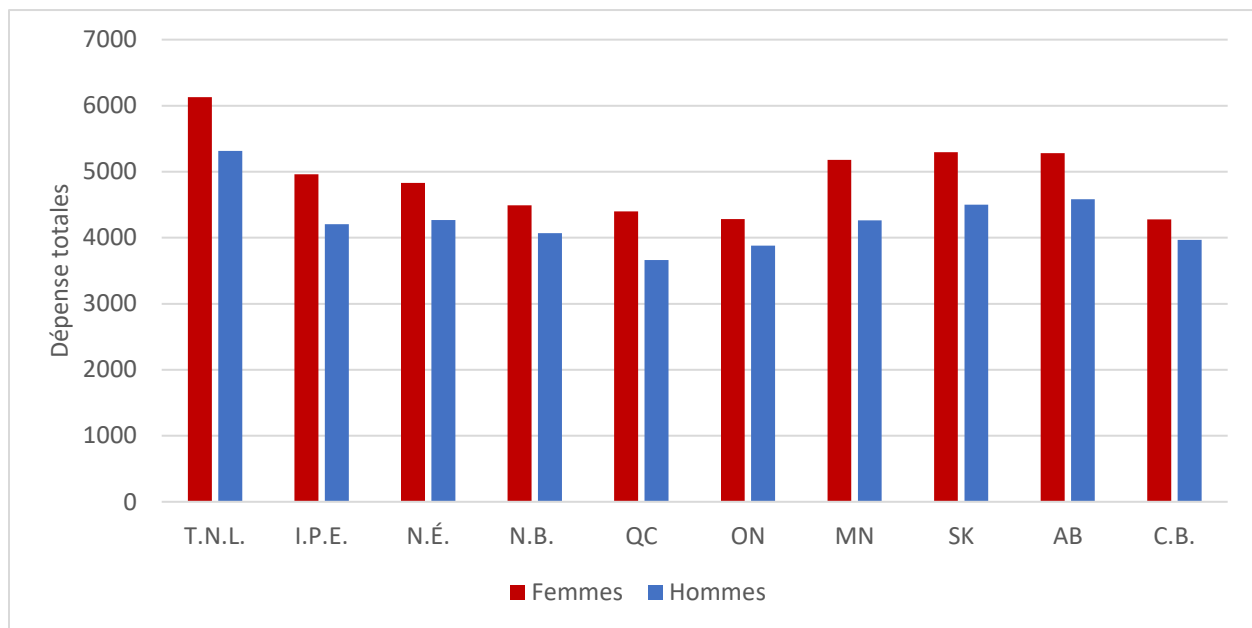


Il est attendu que les coûts des soins de santé soient plus élevés en très bas âge (- 1 an), relativement bas chez les enfants et les jeunes adultes avec une légère augmentation pour les femmes durant leurs âges fertiles puis augmentent avec l'âge (Forget et coll., 2008). C'est ce qu'on peut observer sur la figure 4, représentant les estimations de l'ICIS des dépenses en santé de 2016 par personne par sexe par âge. On observe des dépenses de plus de 10 000\$ pour la première année de vie, autour de 2000 pour les enfants de 1 à 4 ans, avant de diminuer à autour 1500\$ pour les enfants de 5-9 ans, le groupe d'âge avec les plus faibles dépenses liées à leurs soins de santé. Les dépenses augmentent légèrement avec l'âge avant de rapidement augmenter après la cinquantaine. À partir de 20 ans jusqu'à 44 ans, on observe que les dépenses pour les femmes augmentent significativement plus rapidement à cause des dépenses liées à leur fertilité. (Forget et coll., 2008).

À partir de 55 ans, les hommes occasionnent plus de dépenses que les femmes, cette tendance s'inverse autour de 85 ans.

Une des particularités au Canada est la décentralisation des soins de santé. Puisque les soins de santé sont une juridiction provinciale, il peut y avoir d'importante différence par province. La figure 5 présente les estimations en dépenses de santé par personne selon la province. En effet, les coûts per capita sont plus faibles au Québec, en Ontario ou en Colombie-Britannique que dans les prairies ou dans les maritimes.

Figure 5: Dépense totale de santé per capita (en dollars canadiens), par province, selon le sexe, 2016



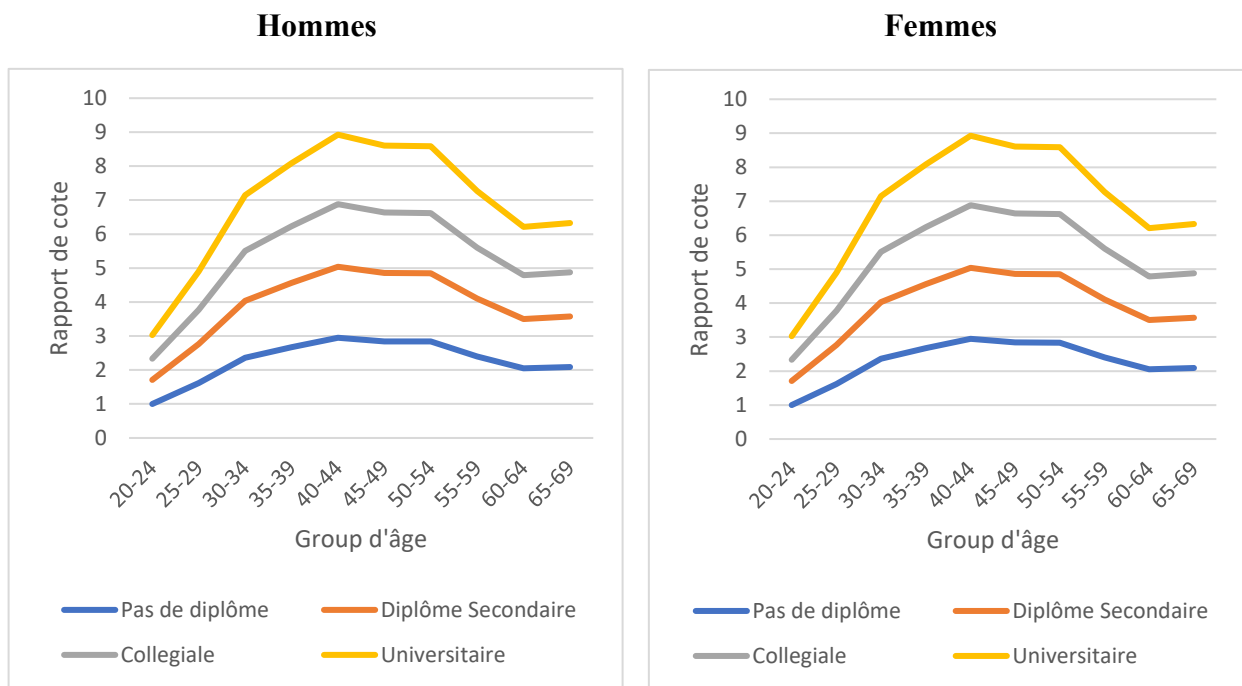
III. Propension à l'emploi : Recensement Canadien de 2016

La propension à l'emploi présente des variations en fonction de l'âge, formant une courbe en U inversée. En général, les jeunes connaissent des taux d'emploi plus bas en raison de l'accès limité à l'expérience professionnelle, alors que les individus au milieu de leurs âges d'activité ont des taux d'emploi plus élevés. Cependant, à mesure que les individus approchent de l'âge de la retraite, on observe une diminution de la propension à l'emploi, attribuable à des périodes de chômage plus longues, aux départs du marché du travail pour la retraite, ou à d'autres raisons de santé ou socioprofessionnelles.

La figure 6 présente les rapports de cote de la propension à l’emploi selon le sexe, l’âge et le niveau d’éducation pour les natifs. Pour tous les niveaux d’éducation et les deux sexes, les rapports de cote augmentent progressivement avec l’âge jusqu’à la cinquantaine. Entre les groupes d’âge de 40 à 54 ans, l’emploi est à son maximum et il y a peu de variation signifiant une propension plus élevée d’être en emploi pour ces groupes. Cela correspond aux années de mi-carrière, expliquant potentiellement leur employabilité et taux de participation accru avec l’âge (Statistique Canada, 2024b). Après 55 ans, les rapports de cote diminuent rapidement.

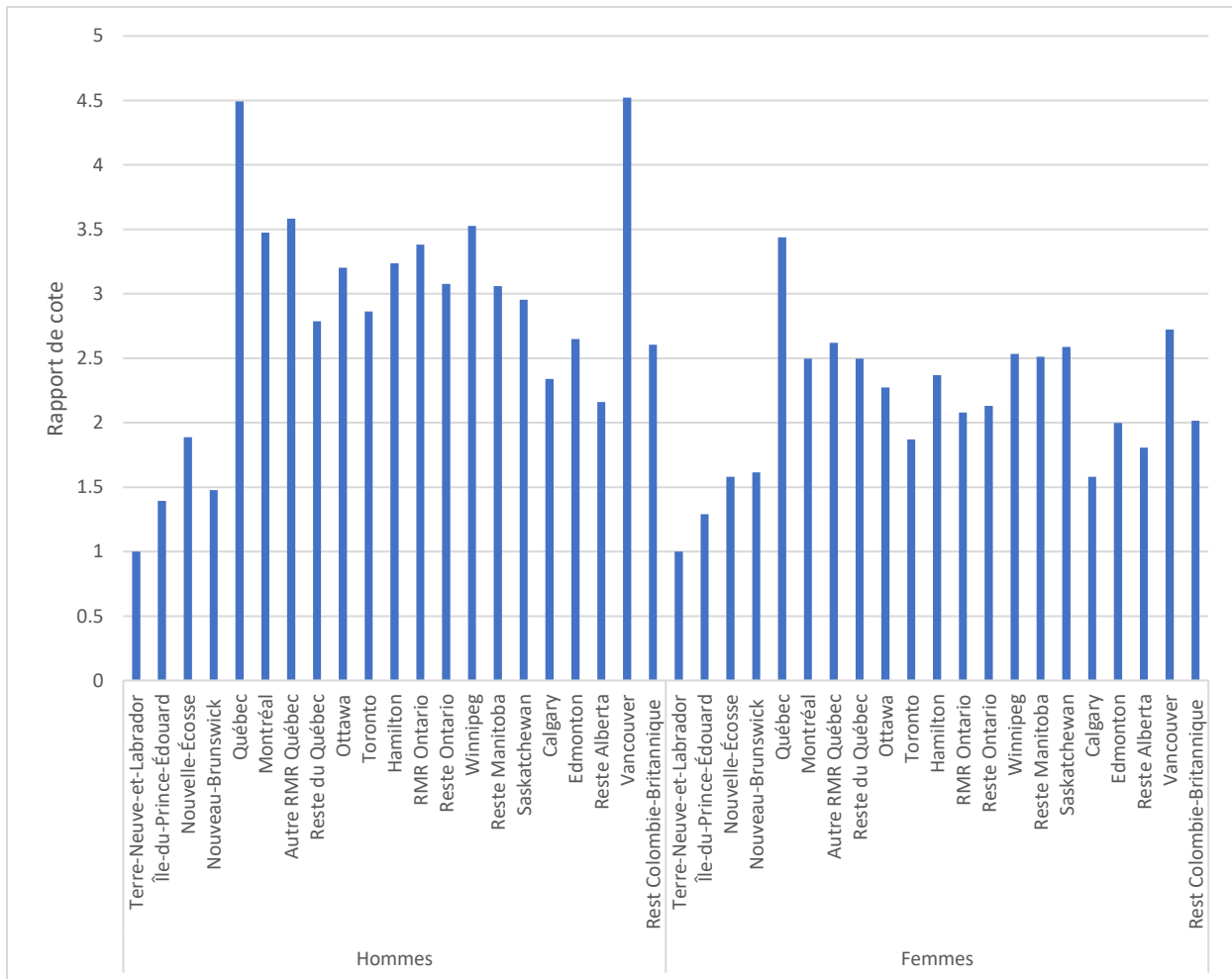
L’impact du niveau de scolarité pour les natifs est fort. Toutes choses étant égales par ailleurs, un homme natif ayant un diplôme d’étude secondaire a 1,71 fois plus de chance d’être en emploi qu’un homme natif sans diplôme. Cette mesure augmente à 2,33 pour un homme natif ayant un diplôme d’études collégiales et à 3,03 pour un diplôme d’études universitaires. Pour les femmes, les rapports correspondent à 1,82 ; 2,46 et 3,16 respectivement. Ces résultats indiquent une propension plus élevée à être en emploi avec l’augmentation du niveau de scolarité, peu importe le sexe.

Figure 6 : Rapport de cotes combiné de propension à l’emploi selon l’âge et le niveau de scolarité, hommes et femmes natives de 20 ans et plus, Canada 2016



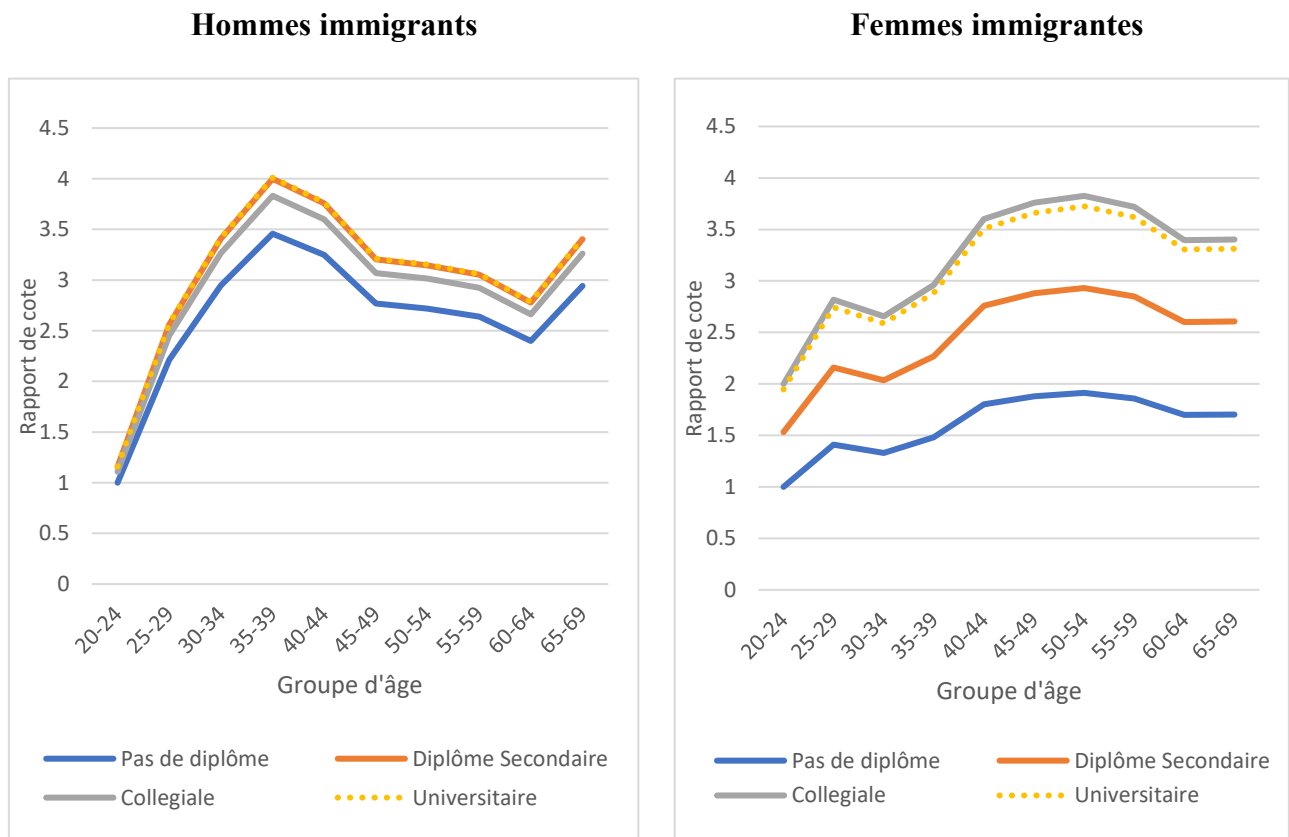
En ce qui concerne les variations interprovinciales sur l'impact fiscal net, les hommes et femmes natifs vivant dans les provinces maritimes (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick) ont tendance à être plus susceptibles d'être au chômage par rapport aux individus du même sexe résidant ailleurs au Canada. Parmi les autres régions, les individus natifs vivant dans des régions albertaines (Calgary, Edmonton et Reste de l'Alberta) présentent un rapport de cote généralement plus faible que celui des autres provinces/villes/régions. Inversement, les RMRs de Québec et Vancouver tendent à avoir un rapport de cote plus élevé. Toute chose étant égale par ailleurs, les hommes natifs demeurant à Québec ou Vancouver sont environ 4,5 fois plus propices à être en emploi que les hommes natifs résidants à Terre-Neuve-et-Labrador. Parmi les femmes natives et actives, cette statistique s'élève à 3,44 pour la ville de Québec et 2,72 pour la ville de Vancouver.

Figure 7: Rapport de cote de propension à l'emploi des hommes et des femmes natifs, selon la région de résidence, natifs, Canada 2016



L'analyse des tendances en matière de statut d'emploi pour les individus natifs ne révèle pas de surprises majeures. On constate une augmentation de la propension à l'emploi avec l'âge, atteignant un sommet à un stade intermédiaire de la vie active, avant de décliner légèrement à mesure que le groupe d'âge augmente. Cette propension augmente également avec le niveau de scolarité et des fluctuations régionales importantes sont identifiées. Pour les individus immigrants, les tendances en matière de propension à l'emploi diffèrent considérablement de celles des individus natifs, et elles révèlent des variations surprenantes. Tout d'abord, les rapports de cote évoluent avec quelques tendances irrégulières selon l'âge. La propension à être en emploi pour les hommes immigrants actifs plafonne à un plus jeune âge que pour les natifs, soit autour du groupe d'âge de 35-39 ans. Par la suite, elle chute jusqu'au groupe d'âge des 60-64 ans, mais augmente pour les derniers groupes d'âge des 65-69 ans. Pour les femmes immigrantes actives, on observe une courbe par groupe d'âge qui augmente légèrement jusqu'à son plafonnement au groupe des 50-54 ans, avec un léger déclin pour le groupe d'âge de 30-34 ans.

Figure 8 : Rapport de cote combiné de propension à l'emploi selon l'âge et le niveau de scolarité, hommes et femmes immigrantes de 20 ans et plus, Canada 2016



Une autre dimension intéressante à analyser quant à la différence homme-femme pour les immigrants actifs est le rapport de cote selon la durée d'établissement. Une plus longue période de résidence devrait généralement se traduire par une meilleure compréhension de la culture du marché de l'emploi, un renforcement du réseau professionnel et une acquisition accrue de compétences linguistiques, ce qui devrait favoriser une intégration professionnelle et une plus forte propension à l'emploi (Bélanger et Vézina. 2016; Chaswick et Miller, 2014; Crossman et coll. 2021). Notre analyse de la régression binomiale montre ce phénomène, et le rapport de cote tend à augmenter avec la durée d'établissement. Cependant, les hommes et les femmes ne sont pas affectés pareillement. Selon notre analyse, les hommes semblent être affectés plus rapidement par la durée de résidence au pays sur leur propension à être en emploi. En effet, les hommes actifs établis depuis 5-9 ans ont un rapport de cote similaire à celui au groupe établi depuis 10-14 ans (1,37 et 1,44 respectivement), contrairement aux groupes d'hommes actifs établis depuis 15-19 ans (1,62) et 20 ans et plus (1,81). Ceci concorde avec l'analyse de Crossman et coll. (2021). Le niveau de scolarité semble avoir un impact beaucoup moins important pour les immigrants que pour les natifs. L'effet de gradient observable pour les natifs se transforme en effet de seuil. Le rapport de cote selon le niveau de scolarité pour les hommes est de 1,16 pour un diplôme secondaire, 1,11 pour un diplôme collégial et 1,16 pour un diplôme universitaire, indiquant que le niveau de scolarité a peu d'impact, pourvu que l'individu ait un diplôme. On observe le même phénomène avec le rapport de cotes des femmes; bien que les femmes aient une propension plus élevée d'être en emploi lorsqu'elles détiennent un diplôme d'études collégiales (2,00) ou universitaires (1,95), plutôt qu'un diplôme d'études secondaires (1,53).

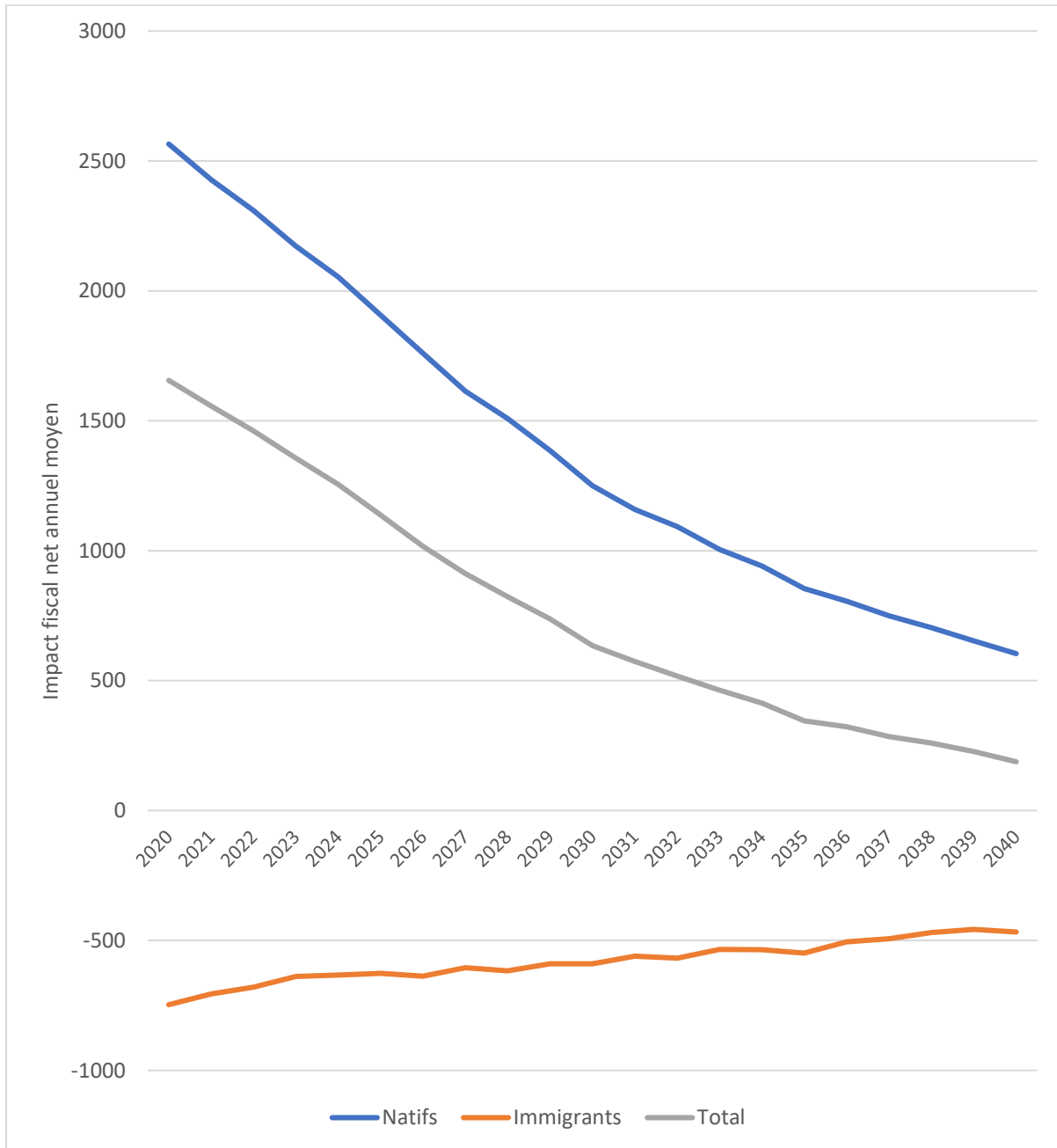
IV. Sorties du LSD-C

Projection de l'évolution de l'impact fiscal net :

En 2016, l'estimation de l'impact fiscal annuel net moyen serait de -747\$ pour les immigrants et de 2565\$ pour les natifs, soit une différence de 3312\$. Cet écart diffère légèrement de celui estimé par Montcho et collègues (2021) qui estiment 1710\$ en moyenne entre 1997 et 2017, mais se situe quelque part entre les estimations de Javdani et Pendakur (2013) rapportant une différence de 500\$ et celle de Grubel et Grady (2015) rapportant une différence de 5329\$ par

année. Il est important de noter que ces chiffres sont des estimations assujettis à des variations selon les méthodes employées. Cependant, le fait que les résultats du module de microsimulation concordent à ceux de différentes études suggère une certaine cohérence parmi les estimations.

Figure 9: Impact fiscal net annuel moyen par personne, immigrants et natifs, Canada 2020-2040



Le modèle de microsimulation permet d'analyser comment l'impact fiscal net annuel des individus immigrants et natifs pourrait évoluer dans le temps. La figure 9 examine l'impact fiscal net annuel moyen projeté entre 2020 et 2040 des immigrants et natifs en se basant sur les hypothèses du scénario de base. Étant donné que le modèle suppose un impact fiscal net constant, l'évolution de l'impact fiscal présentée représenterait plutôt les changements dans la composition démographique des groupes de population. La tendance la plus importante affectant le niveau de l'impact fiscal est donc certainement le vieillissement de la population.

Le vieillissement de la population est plus marqué pour les natifs que pour les immigrants puisque la population native n'est pas rajeunie par un nombre suffisamment important d'entrants sur le marché du travail plus jeunes. Cela explique certainement la forte tendance négative de la courbe des natifs, tandis que les immigrants verraient leur impact fiscal net annuel moyen légèrement augmenter avec le temps. Cette augmentation est certainement due à la composition favorable en termes d'âges des immigrants comparativement aux natifs vieillissants. Entre 2020 et 2040, l'impact fiscal net annuel moyen des natifs pourrait avoir chuté de 2565\$ à 604\$, mais demeurerait positif. Celui des immigrants pourrait plutôt légèrement augmenter de -747\$ à -467\$, diminuant l'écart avec les natifs de 3312\$ à 1071\$ en 20 ans.

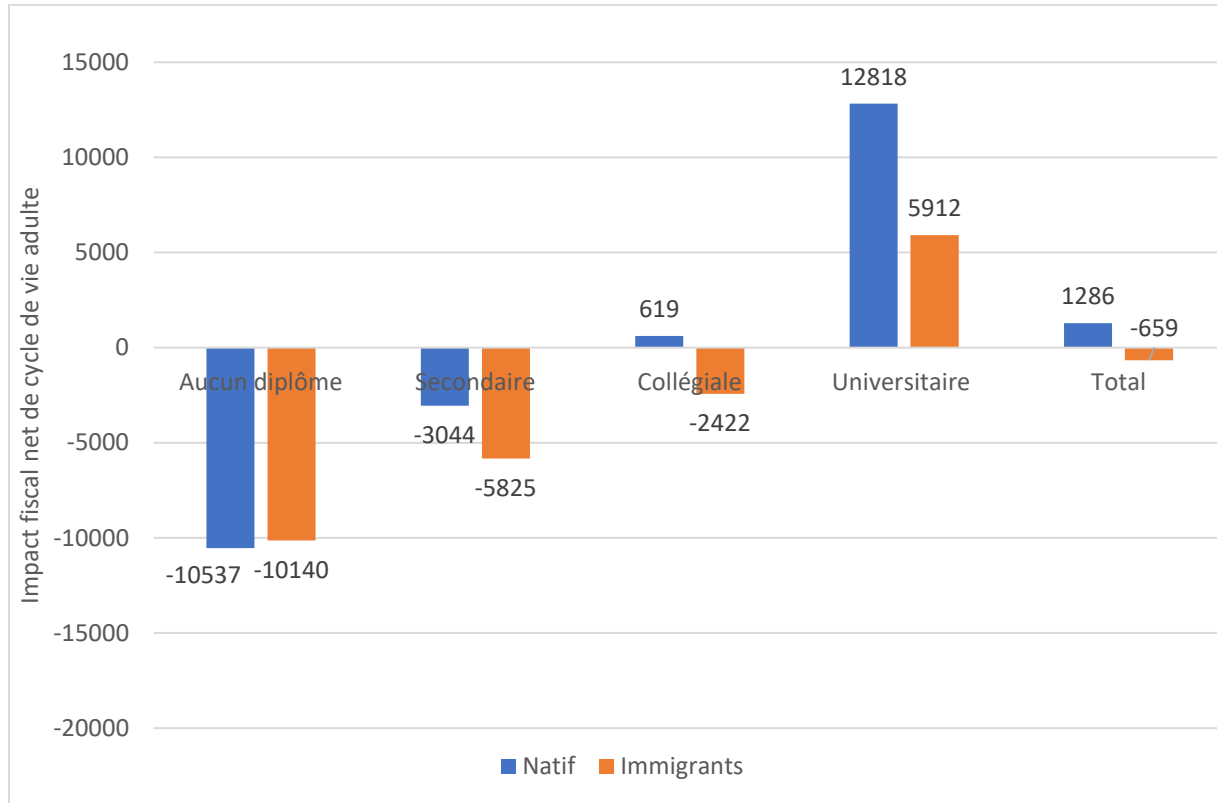
Impact fiscal net de cycle de vie adulte:

L'analyse suivante présente les résultats du scénario de base en termes d'impact fiscal moyen net sur toute la durée de vie (au-delà de 20 ans). Cette estimation repose sur l'hypothèse que les paramètres du scénario de base, observés en 2016, restent constants tout au long de la vie des individus. Il s'agit d'une mesure transversale de l'impact net, conceptuellement mesurée d'une manière similaire à l'espérance de vie.

L'impact fiscal net sommé au cours de la vie active des immigrants est légèrement négatif alors que celui des natifs est légèrement positif. En moyenne, l'impact fiscal projeté au cours du cycle de vie adulte d'un individu natif moyen atteint 1286\$ tandis que celles des immigrants sont de -659\$, soit un écart de 1945\$.

Différence selon le niveau de scolarité :

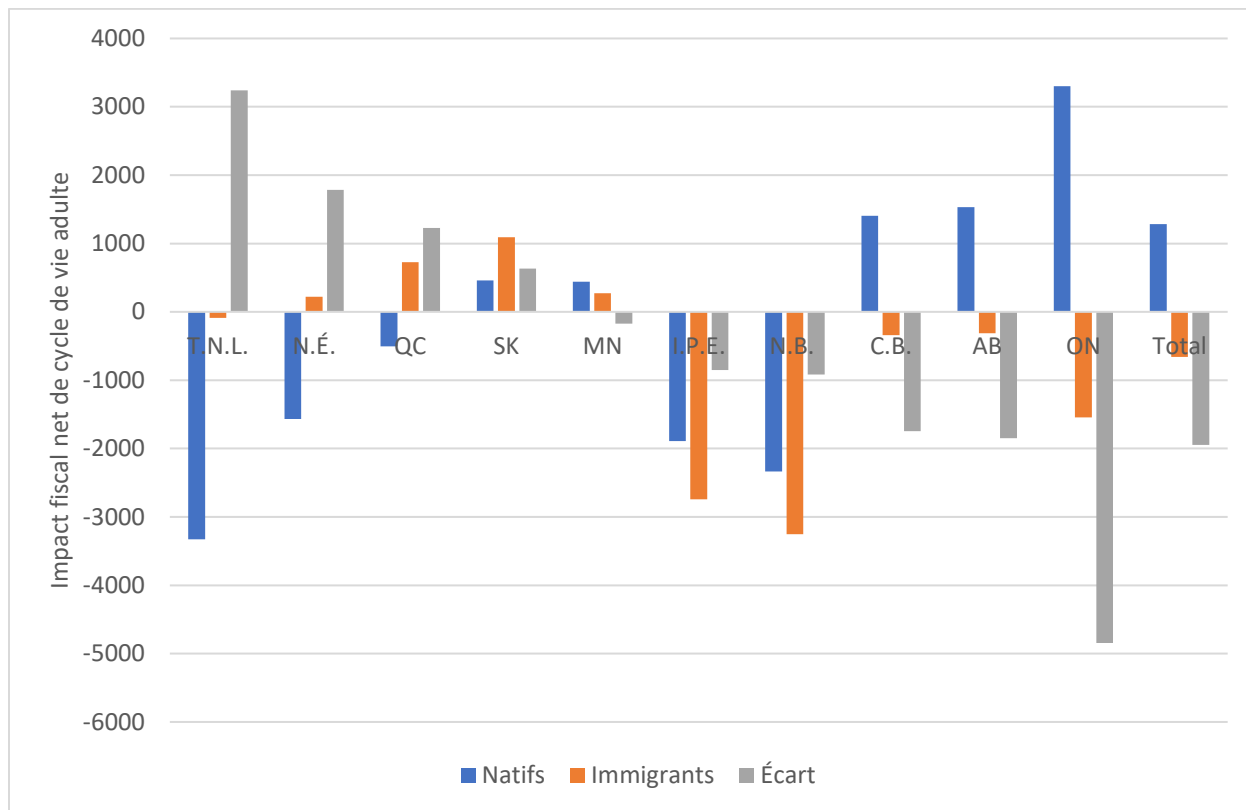
Figure 10 : Impact fiscal net de cycle de vie adulte des individus natifs et immigrants selon le niveau de scolarité, Canada



La figure 10 présente l'impact fiscal net moyen des immigrants et des natifs selon leur niveau de scolarité au cours de leur cycle de vie adulte. En général, les immigrants présentent un impact fiscal net plus faible que les natifs pour tous les niveaux de scolarité, sauf chez les moins éduqués. En moyenne, les immigrants n'ayant pas de diplôme secondaire ou d'équivalent, contribuent 397\$ de plus que les natifs similairement scolarisés (-10140\$ et -10537\$ respectivement). Cela dit, pour tous les autres niveaux de scolarité, les immigrants montrent un impact fiscal au cours de la vie plus faible que celui des natifs. Cet écart augmente avec le niveau de scolarité à partir d'un diplôme d'étude secondaire. Il est de 2781\$ de plus pour les natifs que pour les immigrants ayant un diplôme secondaire ou l'équivalent, de 3041\$ pour ceux détenant un diplôme étude postsecondaire ou collégiale et de 6906\$ pour ceux ayant un diplôme universitaire.

Différences interprovinciales :

Figure 11: Impact fiscal net de cycle de vie adulte des individus natifs et immigrants selon la province de résidence, Canada

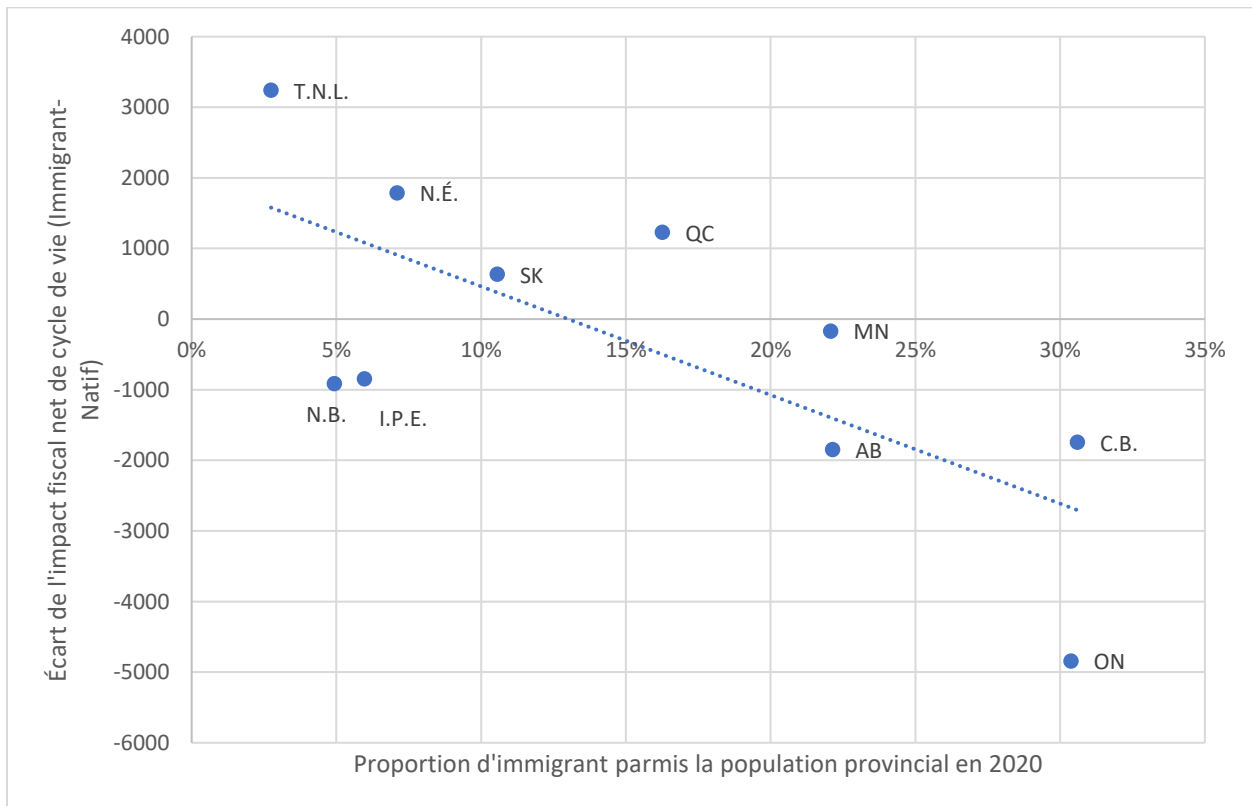


La figure 11 présente l'impact fiscal net de cycle de vie adulte moyen des natifs et immigrants pour les différentes provinces canadiennes, ainsi que l'écart moyen des immigrants aux natifs. Un écart positif signifie qu'un immigrant contribue davantage qu'un natif; un écart négatif signifie l'inverse. Les provinces sont ordonnées selon l'écart entre les immigrants et les natifs. Pour certaines provinces maritimes telles que Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse l'impact fiscal net de cycle de vie des immigrants est plus élevé que celui des natifs. Effectivement, la différence d'impact fiscal net de cycle de vie adulte des immigrants comparativement aux natifs s'élève respectivement à 3240\$ et 1787\$ de plus pour les immigrants à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. Mis à part Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse, les autres provinces qui montrent un impact fiscal net de cycle de vie plus élevé pour les immigrants que pour les natifs sont le Québec (1229\$ de différence) et la Saskatchewan (634\$).

Toutes les autres provinces observent un impact fiscal plus élevé pour les natifs comparativement aux immigrants; le Manitoba observerait une différence de 170\$. Les autres provinces maritimes, soit l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick observeraient respectivement un écart d'impact fiscal net de cycle de vie adulte moyen de 849\$ et 917\$. Il est important de noter que malgré cet écart, l'impact fiscal des natifs et des immigrants tend à être beaucoup plus faible pour ces provinces.

La Colombie-Britannique ainsi que l'Alberta observent des dynamiques similaires d'impact fiscal des individus natifs et immigrants, soit un impact fiscal net de cours de vie de -342\$ et -314\$ respectivement pour un individu immigrant et un impact de 1404\$ et 1533\$ pour un natif. Ceci correspond à un écart de 1746\$ et 1846\$ respectivement. Parmi toutes les provinces, c'est l'Ontario qui observe le plus large écart d'impact fiscal entre les immigrants et natifs. Ceci est notamment dû au fait que c'est la province avec le niveau d'impact fiscal le plus élevé pour les natifs, soit de 3301\$ en moyenne. L'immigrant ontarien moyen aurait un impact de -1543\$, correspondant à un écart de 4844\$ avec les natifs.

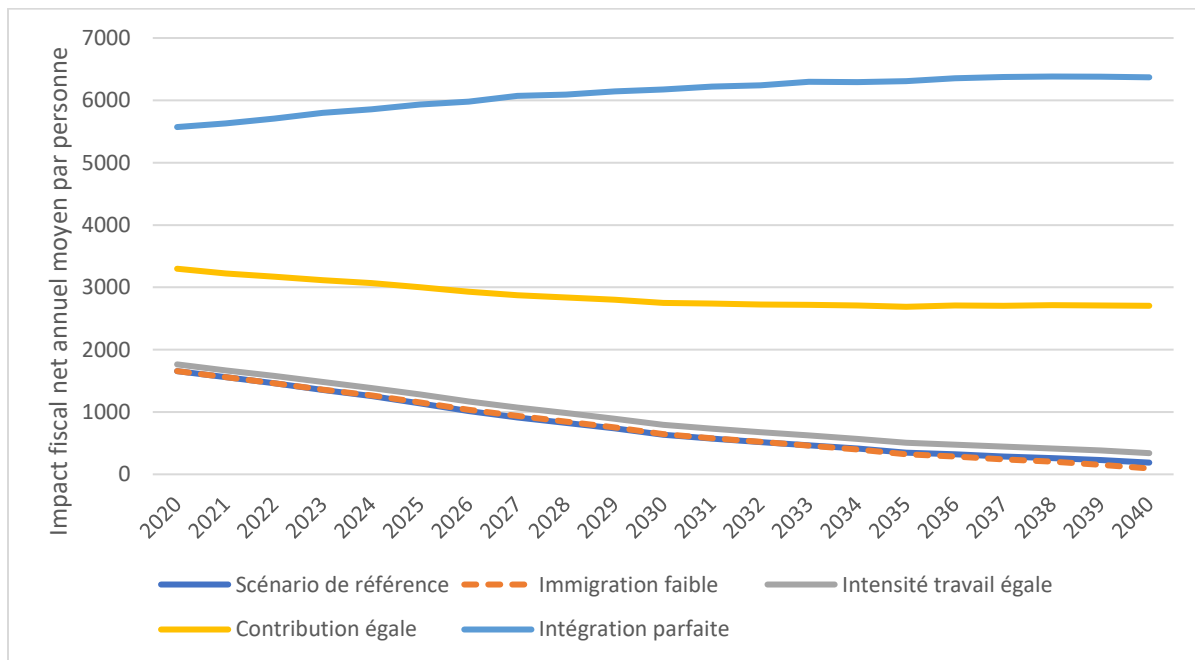
Figure 12 : Écart de l'impact fiscal net de cycle de vie adulte des immigrants au natifs selon la proportion d'immigrants par province de résidence en 2020, Canada



La figure 12 montre la corrélation de l'écart de l'impact fiscal net des immigrants et des natifs selon le pourcentage d'immigrants par province au Canada en 2020. Il est intéressant de constater que la différence entre l'impact fiscal net de cycle de vie adulte des immigrants à celui des natifs tend à être plus élevé parmi les provinces avec une plus faible proportion d'immigrants. Plus la province aurait une proportion élevée d'immigrants, plus l'impact fiscal des immigrants serait faible comparativement à celui des natifs.

Scénarios alternatifs :

Figure 13 : Impact fiscal net annuel moyen par personne, selon différents scénarios de projection, Canada, 2020-2040



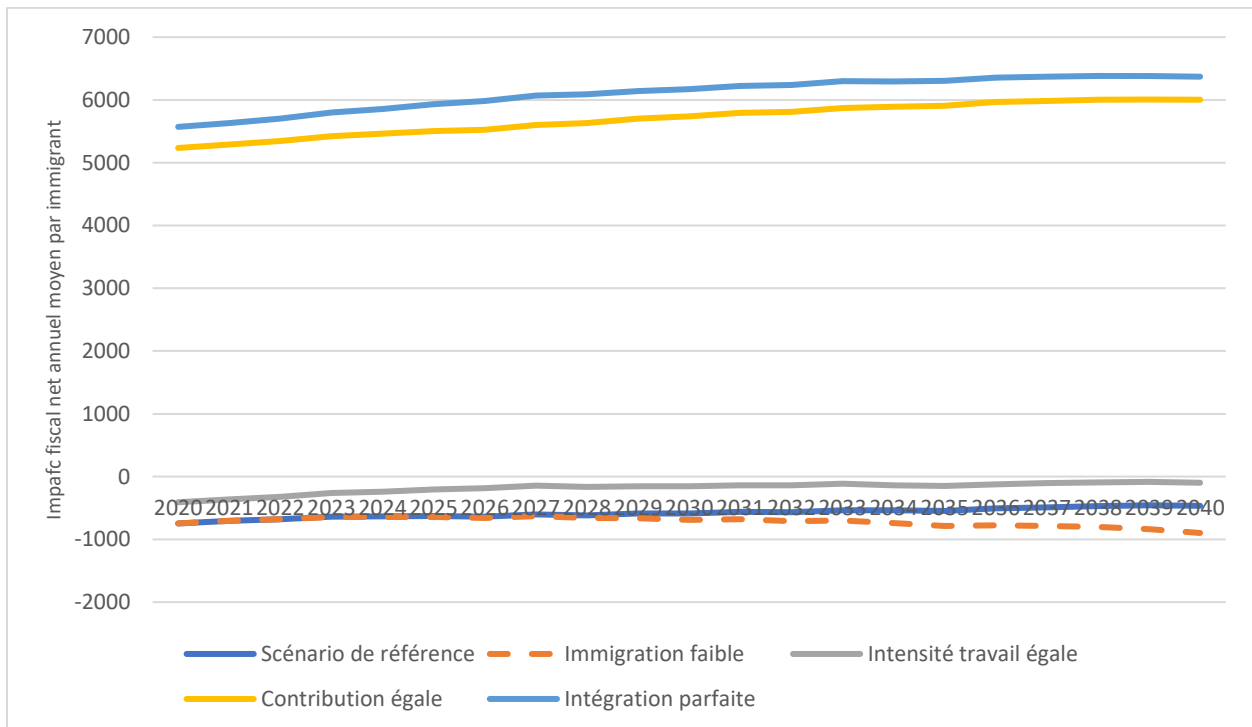
La figure 13 compare l'impact sur l'impact fiscal net moyen annuel par personne de la population totale pour les différents scénarios alternatifs. Comparativement au scénario de référence, tous les scénarios, à l'exception du scénario d'immigration à la baisse, résulteraient en un impact fiscal net annuel moyen plus élevé. En diminuant les niveaux d'immigration entrant chaque année, la tendance future de l'impact fiscal net annuel serait négligeable (93\$ en 2040) comparativement à

l'impact du vieillissement de la population canadienne projeté dans notre scénario de base (diminution de 1468\$ entre 2020 et 2040). On constate qu'un flux migratoire plus faible changerait probablement peu l'impact fiscal net projeté par personne de la population totale. Ceci contredit les recommandations du Grubel et Grady (2011; 2012; 2015), qui suggéraient principalement de diminuer l'influx migratoire au Canada.

Puisqu'en 2020, une forte proportion de la population immigrante est déjà établie au Canada, supposer que les immigrants, présentement établis et futurs, vivraient une meilleure intégration économique pourrait avoir un impact beaucoup plus important sur l'impact fiscal net par personne.

Si on supposait que les immigrants aient la même intensité de travail que les natifs, c'est-à-dire un niveau d'activité économique et d'emploi similaire, l'impact fiscal net annuel pourrait être de 152\$ plus élevés en 2040 par rapport au scénario de base. Parallèlement, supposer que leurs contributions fiscales soient égales à celles des natifs selon leur situation d'emploi produirait une augmentation de 2514\$ par personne pour la même période. Combiner à la fois les hypothèses de l'intensité du travail et des contributions fiscales dans le scénario d'intégration parfaite produirait une augmentation allant jusqu'à 6182\$ d'impact fiscal net par habitant.

Figure 14 : Impact fiscal net annuel moyen par immigrants, selon différents scénarios de projection, Canada, 2020-2040



La figure 14 affiche l'impact fiscal net annuel moyen par immigrant. Parmi tous les scénarios, seulement le scénario de faible immigration ferait diminuer le niveau d'impact fiscal net annuel moyen des immigrants, soit 431\$ de moins. Conjointement, dans le scénario d'intégration parfaite, l'impact fiscal net par immigrants serait 6837 \$ plus élevés que dans le scénario de référence. Il peut sembler surprenant que l'augmentation soit de 6182\$ pour la population totale (figure 13) et de 6800\$ pour les immigrants seulement (figure 14). Ceci s'explique par la diminution de l'impact fiscal net des natifs, celui-ci passant de 2565\$ à 603\$, comme indiqué dans la figure 9.

DISCUSSIONS

En 2020, le modèle développé dans le cadre de ce mémoire estime que l'impact fiscal annuel net moyen est de -747\$ pour les immigrants et de 2565\$ pour les natifs, représentant ainsi une différence de 3312\$. Bien que légèrement différente des estimations de Montcho et collègues (2021) qui ont évalué cette différence à 1710\$ en moyenne entre 1997 et 2017, cette estimation se situe également entre l'estimation de Javdani et Pendakur (2013), qui rapporte une différence de 500\$, et celle de Grubel et Grady (2015) qui estiment une différence de 5329\$.

L'analyse des résultats de projection de l'impact fiscal net des natifs par rapport à celui des immigrants montre une évolution potentielle de l'impact fiscal net par personne. Ces résultats soulignent le rôle crucial joué par la structure démographique de la population quant à la soutenabilité des systèmes de protection sociale au Canada. Ils montrent que l'impact fiscal net du natif moyen continuerait à chuter tandis que celui des immigrants pourrait avoir tendance à légèrement augmenter. Cela est principalement causé par le vieillissement de la population native, ce phénomène devrait continuer à s'intensifier dans les années à venir.

Il n'en demeure pas moins que, malgré leur plus jeune âge, les immigrants ont un niveau d'impact fiscal beaucoup plus faible que celui des natifs, c'est-à-dire qu'ils contribuent beaucoup moins au système de protection sociale, et ce, tout au long de leur cycle de vie adulte. En effet, l'analyse de cycle de vie montre que les immigrants auraient un impact fiscal de cycle de vie adulte moyen de -659\$ tandis que celui des natifs se situerait autour de 1286\$. Cela signifierait que l'immigrant moyen recevrait davantage de bénéfices et de transferts qu'il n'y contribue au cours de sa vie. Dans l'ensemble, la disparité d'impact fiscal net sur tout leur cycle de vie adulte s'élève à 1945\$ par rapport aux natifs. Cependant, il est important de noter que les estimations de Montcho et coll. (2021), Javdani et Pendakur (2013) et de Grubel et Grady (2015), sont basées sur des tendances passées (1975 à 2016 selon les études), tandis que celles de cette étude sont plutôt projetées dans le futur selon les dynamiques de 2016. Cette disparité s'expliquerait en partie par un marché de l'emploi plus accueillant aux immigrants (Crossman et coll. 2021).

Les résultats de la présente étude comportent toutefois plusieurs limites à considérer: tout d'abord, elle repose sur une microsimulation. Il est important de mentionner que la projection n'est pas une prédiction du futur. Les projections démographiques ne prétendent pas représenter ce qui va

réellement avoir lieu dans le futur, mais plutôt à quoi l'avenir pourrait ressembler si les dynamiques actuelles de la population se reproduisent dans le temps. Le scénario de base suppose donc que les tendances des facteurs affectant l'impact fiscal observé en 2016, ainsi que les dynamiques démographiques observées autour de cette période, se poursuivent de manière continue dans le futur. La projection par microsimulation dynamique demeure un outil précieux pour illustrer l'impact à long terme des politiques publiques et pour anticiper certains problèmes à long terme liés à l'évolution de la population dans le cadre du système de protection sociale actuel. Elle a déjà été utilisée pour projeter l'impact de l'immigration sur les programmes de protection sociale en Europe (Bélanger et coll., 2020) et aux États-Unis (Duleep et Dowhan, 2008).

Il convient toutefois de faire preuve de prudence dans l'interprétation des projections, et d'interpréter les scénarios sous forme conditionnelle. Les projections sont basées sur des scénarios hypothétiques et doivent être interprétées avec prudence. Elles fournissent une estimation de ce à quoi l'avenir pourrait ressembler, mais elles ne prédisent pas exactement ce qui réellement se produira. Les changements économiques, épidémiologiques, politiques et sociaux sont des facteurs importants qui peuvent affecter l'impact fiscal et les politiques de transfert dans le futur. En outre, les différents scénarios considérés dans cette analyse, en particulier les scénarios alternatifs, pourraient être jugés improbables, mais leur plausibilité n'est pas le critère sur lequel il faut évaluer leur qualité. Les scénarios alternatifs proposés ici servent à mesurer le potentiel effet des politiques d'immigration et d'intégration sur l'impact fiscal net des immigrants.

En ce qui concerne le modèle utilisé, quelques limitations sont à noter. Premièrement, l'extrapolation à partir des données de 2016 peut restreindre la capacité du modèle à prédire avec précision les tendances actuelles ou futures. Il est évident que les estimations de l'impact fiscal fluctuent de manière significative d'une année à l'autre (Crossley, 2001; Sutherland, 2018). Réutiliser continuellement l'année 2016 comme base afin de paramétrer les déterminants des d'impact fiscal pourrait ne pas représenter une vision réaliste du futur des tendances fiscales du pays. Par exemple, l'introduction de la Prestation canadienne d'urgence en 2020, des réformes fiscales ou la mise en place de nouveaux programmes gouvernementaux auront certainement un impact majeur sur les revenus et les dépenses des gouvernements provinciaux et fédéraux ou sur l'intégration des immigrants. De plus, des fluctuations économiques telles qu'une récession ou une période de forte croissance pourraient également se produire dans les années à venir, ce qui

influencerait inévitablement des changements liés aux contributions fiscales et aux politiques de transfert du gouvernement à la population. Par exemple, depuis 2016, le taux de chômage des immigrants ainsi que l'écart entre les taux d'activité des immigrants et des natifs se sont réduits (Statistique Canada, 2024b).

Cette limite s'étend également au transfert en nature inclus dans le modèle, particulièrement la santé. Si les coûts de santé par habitant par âge venaient à changer pour quelque raison que ce soit, comme cela a déjà été observé pendant la pandémie en 2020 (ICIS, 2023), l'impact fiscal net des individus serait certainement impacté. Ceci pourrait également avoir un impact sur la différence estimée de l'impact fiscal net adulte des immigrants et natifs. Le modèle suppose que le profil par âge des immigrants reste le même à travers le temps. Compte tenu du vieillissement généralisé que connaît la planète ou que plusieurs pays s'appêtent à expérimenter, les immigrants pourraient avoir tendance à être de plus en plus âgés à leur moment de leur immigration. Ceci augmenterait leur coût attribuable aux soins de santé, tout en réduisant leur impact fiscal net sur l'ensemble du cycle de vie adulte.

De plus, en se concentrant uniquement sur les transferts en argent et le coût des soins de santé comme transferts en nature, le modèle risque de sous-estimer l'impact fiscal total des individus sur plusieurs autres aspects du système de protection sociale. Il est donc crucial de considérer ces limites lorsqu'on interprète les résultats de sortie. Enfin, il pourrait être intéressant de développer un modèle plus complexe, capable de prendre en compte une dimension économique (main-d'œuvre, variations économiques...), de davantage modéliser les différents types de transferts sociaux "en nature" tels que l'éducation, le logement, l'infrastructure, considérer différentes périodes de référence pour offrir davantage de scénarios et un portrait plus complet de l'impact fiscal net de cycle de vie des immigrants et des natifs.

Néanmoins, les phénomènes étudiés grâce à la microsimulation, telle que l'évolution de l'impact fiscal sur le cycle de vie adulte d'un individu, les différences entre immigrants et natifs ou la comparaison des différents scénarios alternatifs offre un aperçu intéressant de l'évolution potentielle de la viabilité des systèmes de protection sociale canadiens et des effets possibles des politiques pouvant influencer l'impact fiscal des nouveaux arrivants. Une intégration difficile au marché du travail pour les immigrants contribue à diminuer leurs contributions économiques tout comme une augmentation de certains transferts gouvernementaux, comme d'assurance emploi ou

d'aide sociale (Grubel et Grady, 2015; Dungan et coll., 2013; Otrovsky, 2012). Cette situation peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment la non-reconnaissance de l'expérience ou de l'éducation acquise à l'étranger, ou de la possible discrimination sur le marché du travail, limitant les opportunités d'emploi qualifié (OECD, 2019; Bonikowska et coll. 2015; Crossman et coll, 2001) ou à cause de compétences linguistiques limitées (Chiswick et Miller, 2015) et des différences de littératie affectant les compétences recherchées sur le marché de l'emploi (Ferrer, 2004; Bélanger et Vézina, 2016). En conséquence, les immigrants pourraient avoir une plus grande propension à bénéficier de certains transferts gouvernementaux tels que les allocations de chômage, en l'absence d'emploi stable (Crossman et coll. 2021; Grubel et Grady, 2015; Koning & Banting, 2013)

On observe des différences au niveau des provinces. Les provinces où la proportion d'immigrants est la plus élevée observent également les plus grands écarts. Ces différences interprovinciales peuvent refléter divers facteurs telles les économies provinciales, les politiques fiscales, les politiques d'immigration et les structures populationnelles ou les dynamiques de contribution ou de consommation de prestation de services sociaux. Par exemple, l'Ontario, la province avec le plus grand écart d'impact fiscal de cycle de vie adulte avec 4844\$ de différence entre l'impact fiscal des natifs et des immigrants est la province avec les plus grands centres économiques du pays en plus d'être la province de destination la plus populaire des nouveaux arrivants au Canada et celle avec le plus haut taux de rétention pour les immigrants (Statistique Canada, 2024c). Pourtant, c'est la province avec le plus large écart d'impact fiscal net entre natifs et immigrants. Bien qu'une variété de facteurs puisse être en cause tels les marchés de l'emploi locaux, la composition de la population immigrante, la demande de main-d'œuvre dans différents secteurs économiques et les politiques de formation et d'éducation (Peri, 2016), il est clair qu'un plan d'immigration financièrement soutenable nécessite une approche capable de prendre en compte cette dimension géographique (Akbari, 2023).

Selon l'analyse des scénarios alternatifs du modèle, une réduction du nombre d'immigrants entrant ainsi que l'intégration des immigrants pourraient significativement influencer l'impact fiscal net par personne. Cette comparaison montre que simplement diminuer le flux migratoire est peu susceptible d'affecter l'impact fiscal net par personne, compte tenu du poids de la population native et de la population immigrante déjà établie au Canada, et de son vieillissement.

L'analyse suggère qu'il y a peu de différences entre le scénario de base et celui d'une intensité égale de travail, principalement en ce qui concerne le niveau des contributions. Bien que les immigrants de 25 ans et plus aient un taux d'activité et de chômage relativement similaire à celui des natifs en 2023 (Statistique Canada 2024b), un manque d'intégration professionnelle et de reconnaissance équitable de leurs qualifications peuvent influencer de manière significative leur impact fiscal et leurs contributions aux programmes sociaux. Les immigrants affichent généralement un niveau d'impact fiscal inférieur, soit en consommant davantage de transferts gouvernementaux, soit en payant moins d'impôts, de taxes et de cotisations aux programmes sociaux. De nombreux facteurs peuvent influencer cette disparité, mais elle semble être principalement liée à des problèmes d'équivalence professionnelle ou à l'intégration des immigrants plus éduqué sur le marché du travail (Montcho et coll., 2021; Porca, 2016). L'impact sur le cycle de vie adulte entre les immigrants et les natifs est minime pour ceux qui sont moins éduqués. Cependant, à mesure que le niveau de scolarité augmente, l'écart de l'impact fiscal net tend à se creuser en défaveur des immigrants, ce qui souligne des défis d'intégration plus importants pour les travailleurs plus qualifiés.

Des politiques qui viseraient à favoriser l'intégration des immigrants auraient d'importantes retombées économiques positives sur le système de protection sociale canadien. Grubel et Grudy (2011; 2012 ; 2015) et Zhang et coll. (2020) suggèrent que ceci pourrait être fait avec une réduction du nombre d'immigrants entrant, et une sélection plus stricte des immigrants, permettant principalement l'arrivée d'individus avec un profil de contributeur fiscal plus favorable. Considérant qu'une grande proportion de la population canadienne est immigrante, et que cette population devrait vraisemblablement continuer à croître, mon analyse suggérerait plutôt de miser sur l'intégration des immigrants et non sur leur nombre. Ces politiques pourraient avoir des retombées fiscales plus importantes en ce qui concerne la viabilité du système de protection sociale canadien.

CONCLUSION

L'impact économique de l'immigration est souvent au cœur d'un débat politisé, centré sur les chiffres de flux migratoires. Certains insistent sur les coûts sociaux perçus, mettant en avant les chiffres bruts d'immigration pour argumenter en faveur de politiques restrictives. D'autres soulignent les contributions économiques des immigrants, en mettant l'accent sur leur rôle dans la croissance économique ou le rajeunissement de la population canadienne. Cette polarisation politique crée souvent des discours simplistes qui occultent la complexité réelle des impacts économiques de l'immigration sur la soutenabilité des systèmes de protections sociales du pays. L'immigration contribuerait à transformer la population active en enrichissant sa diversité ethnoculturelle plutôt qu'en modifiant sa structure par âge. En effet, le rapport entre le nombre de contributeurs et consommateurs fiscaux serait peu influencé par le niveau d'immigration. (

Dans le cadre de ce mémoire, une technique de microsimulation a été employée pour évaluer l'impact fiscal net des immigrants. Le modèle développé estime que l'impact fiscal annuel net moyen est de -747\$ pour les immigrants et de 2565\$ pour les natifs, soit une différence de 3312\$ entre les deux groupes. Cette estimation concorde avec les résultats des autres études visant à estimer l'impact fiscal net par immigrant au Canada. Tel que suggéré avec les scénarios alternatifs, en mettant l'accent sur l'intégration économique des immigrants, il serait possible de largement augmenter les contributions économiques et fiscales moyennes menant à un large impact fiscal positif. Favoriser une meilleure intégration s'appliquerait également aux immigrants déjà établis, ceux-ci constituant une part croissante et déjà importante de la population canadienne.

En misant plutôt sur des programmes efficaces pour faciliter l'intégration des futurs immigrants, nous pourrions également espérer créer un environnement favorable à l'intégration des immigrants déjà établis, générant davantage de contribution parmi la population existante du pays.

La viabilité du système de protection sociale pourrait varier en fonction des politiques d'immigration adoptées. Selon notre analyse, les politiques simplistes telles que celles suggérées par Grubel et Grudy (2011; 2012 ; 2015), qui se concentrent principalement sur la réduction des flux migratoires n'auraient pas d'effet important sur l'impact fiscal net par personne. En revanche, l'approche privilégiant la sélection d'immigrants en fonction de critères plus stricts, comme suggérée par Zhang et coll. (2020) pourrait favoriser leur intégration et ainsi réduire la pression

sur les services publics à la condition toutefois que des mesures d'intégration soient mises en œuvre pour des immigrants sélectionnés.

En conclusion, il est impératif de comprendre que l'intégration économique des immigrants est un processus continu. Chaque année suivant leur arrivée correspondrait à une meilleure intégration dans l'économie canadienne, susceptible d'entraîner une augmentation des contributions fiscales nettes des immigrants au fil du temps, et ce, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de la retraite. Les approches d'analyse adaptée à cette réalité pour estimer l'impact fiscal net de cycle de vie, tel que l'utilisation de la microsimulation, sont donc essentielles pour réellement apprécier l'impact économique de l'immigration sur le système de protection sociale du pays. Dans un pays qui devient de plus en plus peuplé d'immigrants, il est primordial que les décideurs des politiques reconnaissent l'importance de ces dimensions temporelles. Les politiques d'immigration sont liées aux systèmes de protection sociale. Conséquemment celles-ci devraient être conçues en tenant compte de cette réalité afin de maximiser les bénéfices économiques et fiscaux des immigrants, assurant ainsi la soutenabilité de ces systèmes.

ANNEXES

Annexe 1: Calcul de l'impact fiscal net (*IFN*)

L'impact fiscal net de chaque individu est calculé à partir de la formule suivante :

$$IFN = (t - g) - s$$

Où *IFN* représente l'impact fiscal net, *t* le total des taxes et impôts payés par un individu, *g* les transferts gouvernementaux reçus et *s* les coûts au système de santé attribuables à l'individu selon son âge, sexe et province de résidence. (*t - g*) peut être interprété comme les contributions ou transferts fiscaux nets.

Les différents transferts modélisés incluent dans le calcul englobent une foule de programmes gouvernementaux et sont présentés ci-dessous :

t : Total des taxes et impôts payés par un individu tel que modélisé par la BD/MSPS

Fédéral :

- Impôt fédéral net¹
- Cotisations aux régimes de pension du Canada /Régime des rentes du Québec
- Cotisations de l'assurance-emploi
- Remboursement des prestations des programmes (Assurance-emploi et de Sécurité de la vieillesse)
- Taxes fédérales à la consommation²

Provincial :

- Taxes et impôts provinciaux nets
- Prime des travailleurs rémunérés/autonomes au titre du Régime québécois d'assurance parentale
- Prime de soins de santé non incluse dans l'impôt provincial sur le revenu
- Taxes provinciales à la consommation²

g : Transferts gouvernementaux reçus tel que modélisé par la BD/MSPS:

Fédéral :

- Prestations de sécurité de vieillesse
- Prestations de supplément de revenu garanti (SRG)

¹ Corresponds au crédit d'impôt pour société de capitaux de risque soutenu par un fonds de travailleurs (ligne 414 du Guide d'impôt général) et au crédit d'impôt fédéral de 16.5% pour les résidents du Québec, soustrait à l'impôt fédéral de base après application des crédits d'impôt (ligne 429)

² Les taxes à la consommation sont modélisées en fonction de la consommation du ménage et sont affectées aux individus d'un ménage proportionnellement à leur part du revenu total du ménage.

- Allocation de conjoint (AC)
- Allocations fédérales pour enfants
- Prestation universelle fédérale pour la garde d'enfants reçus
- Allocation canadienne pour enfants
- Prestations du régime de pension du Canada /Régime des rentes du Québec
- Prestations d'assurance-emploi
- Crédit d'impôt pour les taxes fédérales sur les ventes
- Abattement remboursable d'impôt du Québec
- Remboursement de la taxe sur les produits et services d'employé et de partenaire
- Supplément remboursable pour frais médicaux
- Prestation fiscale remboursable pour le revenu gagné (PFRG)
- Crédit canadien pour la formation
- Crédit d'impôt pour fournitures scolaires d'éducateur admissible

Provincial :

- Prestation provinciale complémentaire au SRG
- Crédits d'impôt provinciaux
- Aide sociale provinciale
- Indemnités d'accidenté du travail
- Programmes provinciaux pour les familles et individus selon la province :
 - TERRE-NEUVE
 - Prestation pour enfants de Terre-Neuve
 - Supplément de nutrition mère-bébé de Terre-Neuve
 - Prestation de croissance progressive de la famille de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Prestation de soutien pour les parents de Terre-Neuve-et-Labrador
 - NOUVEAU-BRUNSWICK
 - Prestation fiscale pour enfants du Nouveau-Brunswick
 - NOUVELLE-ÉCOSSE
 - Prestation pour enfants de la Nouvelle-Écosse
 - QUÉBEC
 - Programme provincial d'allocations familiales du Québec (crédit d'impôt remboursable pour le Soutien aux enfants du Québec)
 - Programme d'allocations à la naissance du Québec
 - Crédit d'impôt pour allocations familiales du Québec
 - Prestations du Régime québécois d'assurance parentale
 - ONTARIO
 - Crédit admis de frais de garde d'enfants en Ontario
 - Prestation unique supplémentaire au supplément pour frais de garde d'enfants en Ontario
 - Prestation ontarienne pour enfants

- Subvention aux personnes âgées propriétaires de l'Ontario pour l'impôt foncier
- Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie de l'Ontario
- Programme ontarien d'aide aux frais d'électricité
- MANITOBA
 - Prestation manitobaine pour enfants
- SASKATCHEWAN
 - Prestation pour enfants de la Saskatchewan
- ALBERTA
 - Prestation du programme de crédit d'impôt familial à l'emploi de l'Alberta
 - Prestation fiscale pour enfants de l'Alberta
- COLOMBIE-BRITANNIQUE
 - Prime familiale de la Colombie-Britannique
 - Prestation pour revenu d'emploi de la Colombie-Britannique
 - Prestation pour jeunes enfants de la Colombie-Britannique

s: Coûts au système de santé attribuable à l'individu estimé par l'ICIS (voir annexe 4)

Annexe 2 : Transfert net selon l'âge et le statut d'immigrant des individus âgés de 20 ans et plus, sorties du SPSM, Canada, 2016

Selon la province de résidence

Province	Natifs		Immigrants		Total	
	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations
T.N.L.	5581	412448	2933	12492	5503	424940
I.P.E.	3670	112440	4096	6502	3694	118942
N.É.	5773	711239	2811	41762	5609	753001
N.B.	3649	573312	8237	23523	3830	596835
QC	5522	5515447	3930	1140647	5249	6656094
ON	9260	6831739	3284	4123671	7010	10955410
MN	6869	716787	5165	233087	6451	949874
SK	6877	698997	7156	126849	6920	825846
AB	9203	2347558	5398	888903	8158	3236461
C.B.	7304	2385059	4692	1375946	6348	3761005
Total	7455	20305026	3984	7973382	6477	28278408

Total

Groupe d'âge	Femmes		Hommes		Total	
	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations
20-24	1299	1215864	3399	1258277	2367	2474141
25-29	3537	1252183	9711	1253232	6625	2505415
30-34	2155	1219048	14454	1199027	8253	2418075
35-39	3563	1213884	17106	1214883	10337	2428767
40-44	6499	1152137	20313	1115858	13296	2267995
45-49	7853	1145620	21650	1136221	14723	2281841
50-54	9351	1353206	22215	1349444	15774	2702650
55-59	8144	1308290	18361	1262230	13161	2570520
60-64	4193	1192889	11945	1198255	8078	2391144
65-69	-6672	1034440	-2712	908372	-4821	1942812
70-74	-8286	831958	-5941	701847	-7213	1533805
75-79	-9235	587839	-6107	552111	-7720	1139950
80-84	-9394	425005	-7418	416435	-8417	841440
85-89	-9788	296536	-8151	258829	-9025	555365
90+	-12013	122580	-10794	101908	-11460	224488
Total	2102	14351479	10985	13926929	6477	28278408

Selon le sexe et l'âge, Natifs

Groupe d'âge	Femmes		Hommes		Total	
	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations
20-24	1137.052	1,055,446	3579	1077003	2371	2132449
25-29	4116.124	1,000,149	9542	1011240	6844	2011389
30-34	3610.936	866,137	15100	884240	9415	1750377
35-39	5744.95	813,227	18176	838239	12054	1651466
40-44	8348.779	755,322	21888	781525	15234	1536847
45-49	9662.753	713,622	24058	754855	17063	1468477
50-54	10658.16	975,657	23705	951746	17101	1927403
55-59	8830.234	977,969	19675	950355	14175	1928324
60-64	4662.36	899,324	12148	899729	8406	1799053
65-69	-6956.31	739,977	-3175	630341	-5217	1370318
70-74	-8633.37	573,700	-5293	479406	-7113	1053106
75-79	-8789.62	387,294	-6415	347157	-7667	734451
80-84	-8246.91	256,358	-6049	233047	-7200	489405
85-89	-8563.8	167,197	-7177	150105	-7908	317302
90+	-11512.9	76,826	-9021	57833	-10442	134659
Total	3081.452	10258205	11922	10046821	7455	20305026

Selon le sexe et l'âge, Immigrants

Groupe d'âge	Femmes		Hommes		Total	
	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations	Moyenne	Observations
20-24	2365	160418	2328	181274	2345	341692
25-29	1238	252034	10416	241992	5734	494026
30-34	-1420	352911	12637	314787	5207	667698
35-39	-864	400657	14724	376644	6689	777301
40-44	2979	396815	16631	334333	9222	731148
45-49	4864	431998	16884	381366	10500	813364
50-54	5974	377549	18649	397698	12476	775247
55-59	6113	330321	14357	311875	10117	642196
60-64	2754	293565	11335	298526	7081	592091
65-69	-5959	294463	-1663	278031	-3873	572494
70-74	-7516	258258	-7339	222441	-7434	480699
75-79	-10095	200545	-5585	204954	-7816	405499
80-84	-11139	168647	-9159	183388	-10107	352035
85-89	-11372	129339	-9495	108724	-10514	238063
90+	-12852	45754	-13122	44075	-12984	89829
Total	-353	4093274	8560	3880108	3984	7973382

Annexe 3 : Test non-paramétrique de Wilcoxon-Mann-Whitney

Statut d'immigrant	Observations	Sommes des rangs	Somme anticipée
Natifs	6.10E+05	2.504E+11	2.462E+11
Immigrants	1.90E+05	7.024E+10	7.444E+10
Total	8.00E+05	3.206E+11	3.206E+11

H0 : Contributions des natifs = contributions des immigrants

H1 : Contributions des natifs ≠ contributions des immigrants

Variance non-ajustée : 7.628e+15

Ajustement des rangs : -1.516e+10

Variance ajustée : 7.628e+15

z = 48,19

p < 0,001

Annexe 4 : Estimations des dépenses totales de santé par l'ICIS

Tableaux 3 : Estimations des dépenses totales de santé (en \$) des administrations provinciales par personne, selon le groupe d'âge, le sexe et par province au Canada, 2016.

Dépenses par année, Femmes

Groupes d'âge	T.N.L.	I.P.E.	N.É.	N.B.	QC	ON	MN	SK	AB	C.B.
<1	13571	11283	12082	9076	8947	11928	11360	10840	13322	9991
1-4	2321	1201	1452	1397	1622	1637	1668	2138	2046	1559
5-9	2167	1155	1283	1179	1326	1365	1383	1831	1825	1464
10-14	2265	1283	1386	1321	1328	1516	1546	2116	2070	1631
15-19	2905	2353	1916	1861	1753	1914	2854	2856	2812	2081
20-24	3140	2342	2392	2308	1994	2002	2764	3319	3082	2246
25-29	3831	3102	3055	2913	2735	2707	3403	4023	3780	2816
30-34	4043	3253	3155	2952	2869	3228	3653	4110	4102	3288
35-39	3724	2649	2807	2664	2519	2875	3372	3727	3705	3081
40-44	3560	2628	2612	2552	2283	2546	3262	3564	3526	2747
45-49	3903	2680	2930	2810	2482	2693	3444	3896	3845	2804
50-54	4185	3451	3276	3173	2854	3084	3948	4148	4279	3209
55-59	4996	3784	3767	3699	3406	3571	4560	4633	4989	3643
60-64	5992	4334	4490	4427	4229	4291	5483	5137	6176	4231
65-69	7535	5775	5893	5861	5672	6324	6971	6851	8207	5242
70-74	10317	8842	7845	7516	7679	8099	9153	9055	10702	6877
75-79	14918	11976	10974	10462	10917	10585	12742	11597	14528	9501
80-84	22451	19029	16730	14694	16118	14515	18206	16297	20925	13985
85-89	37346	34555	27803	22868	25845	22897	30306	27966	32957	22995
90+	46297	37371	34328	27079	29814	26118	38088	30648	40688	28531
Total	6128	4963	4832	4489	4397	4282	5178	5295	5282	4279

Dépenses par année, Hommes

Groupes d'âge	T.N.L.	I.P.E.	N.É.	N.B.	QC	ON	MN	SK	AB	C.B.
<1	15838	10519	13817	8690	9918	13353	13158	12811	16185	11010
1-4	2390	1449	1670	1413	1818	1807	1836	2360	2314	1645
5-9	2192	1272	1435	1286	1468	1462	1480	1954	1948	1558
10-14	2126	1304	1302	2511	1336	1469	1589	2041	2033	1569
15-19	2206	1708	1647	1544	1552	1630	1850	2327	2350	1801
20-24	2407	1730	1854	1725	1523	1555	1937	2324	2298	1936
25-29	2590	1730	1813	1778	1591	1661	2002	2271	2274	2035
30-34	2764	1968	1944	1862	1659	1797	2102	2491	2406	2132
35-39	3162	2089	2164	2054	1751	1973	2388	2648	2687	2307
40-44	3068	1981	2400	2341	1928	2201	2806	3100	3020	2509
45-49	3354	2451	2789	2837	2289	2583	3260	4154	3586	2913
50-54	4106	3474	3385	3185	2848	3163	3906	4132	4231	3444
55-59	5137	3805	4249	3908	3536	3995	4698	4765	5363	4184
60-64	6564	4476	5265	5066	4552	5162	5929	5681	6799	5192
65-69	8466	6988	7139	6587	6301	7625	7867	7779	9430	6334
70-74	11082	8708	9164	8914	8301	9788	9893	9918	12167	8028
75-79	14786	13444	12363	11653	11435	12411	13301	12898	15834	10671
80-84	20644	21271	16350	15372	15834	15969	18485	17219	21286	14459
85-89	32038	30572	23747	23244	23438	22455	28244	25148	29780	21296
90+	34179	33268	27412	23925	26301	25614	33877	28305	38310	25377
Total	5313	4207	4266	4071	3663	3881	4262	4499	4585	3968

Source : Métadonnées de la Base de données sur les dépenses nationales de santé, 2022, ICIS

Note : Les territoires ont été omis puisqu'ils ne sont pas inclus dans la BD/MSPS ainsi que dans mon analyse

BIBLIOGRAPHIE

- Akbari, A. H. (1989). The Benefits of Immigrants to Canada: Evidence on Tax and Public Services. *Canadian Public Policy* 15(4), 424–435. <https://doi.org/10.2307/3550358>
- Akbari, A.H. (2023). Regionalization of Immigration: Some Rationale and Best Practices Across Advanced Countries. *Handbook of Labor, Human Resources and Population Economics*. https://doi.org/10.1007/978-3-319-57365-6_370-1
- Alemayehu, Berhanu et Warner, Kenneth. (2004). The Lifetime Distribution of Health Care Costs. *Health services research*, 39(3), 627–642. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6773.2004.00248.x>
- Ando, A., & Modigliani, F. (1963). The ‘Life Cycle’ Hypothesis of Saving: Aggregate Implications and Tests. *The American Economic Review*, 53(1) , 55–84.
- Baker, M., et Benjamin, D. (1995). The Receipt of Transfer Payments by Immigrants to Canada. *The Journal of Human Resources*, 30(4), 650–676. <https://doi.org/10.2307/146226>
- Bélangier, A., et Vézina, S. (2016). Analyse du niveau de littératie en français au Québec : une comparaison entre natifs et immigrants. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/4842/>
- Belanger, A., Christl, M., Conte, A., Mazza, J. et Narazani, E. (2020). Projecting the net fiscal impact of immigration in the EU. <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC121937>
- Bélangier, A., Sabourin, P., Vézina, S., Marois, G., D’Ovidio, K., Pelletier, D., & Lafontaine, O. (2018). The Canadian Microsimulation Model (LSD-C): Content Modules and Some Preliminary Results. https://espace.inrs.ca/id/eprint/6830/1/NoteRechercheINRS-UCS_2018-01.pdf
- Bonikowska, A., Hou, F., et Picot, G. (2015). Quelles caractéristiques du capital humain prédisent le mieux les gains des immigrants de la composante économique? <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2015368-fra.htm>
- Chiswick, B. R., et Miller, P. W. (2014). International migration and the economics of language *Handbook of the Economics of International Migration*, 211-269. <https://doi.org/10.1016/B978-0-444-53764-5.00005-0>
- Crossley, T. F., McDonald, J. T., et Worswick, C. (2001). Immigrant Benefit Receipt Revisited: Sensitivity to the Choice of Survey Years and Model Specification. *The Journal of Human Resources*, 36(2), 379–397. <https://doi.org/10.2307/3069664>
- Crossman, E., Hou, F., et Picot, G. (2021). Les écarts relatifs à la situation sur le marché du travail entre les immigrants et leurs homologues nés au Canada commencent-ils à se resserrer? <https://doi.org/10.25318/36280001202100400004-fra>

- Deaton, A. S., Franco Modigliani and the Life Cycle Theory of Consumption (2005). *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review* 58. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.686475>
- Dempsey, C. (2005). Sources de revenu et autonomie des immigrants âgés au Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/recherche-stats/ages.pdf>
- Devoretz, D.J., et Pivnenko, S. (2004). Immigrant Public Finance Transfers: A Comparative Analysis by City. *Canadian Journal of Urban Research*, 13, 155-169. <http://www.jstor.org/stable/44320800>
- Duleep, H. O., & Dowhan, D. J. (2008). Adding immigrants to microsimulation models. *Social Security Bulletin*, 68, 51-65. <https://ssrn.com/abstract=1193010>
- Dungan, P., Fang, T., et Gunderson, M. (2013). Macroeconomic Impacts of Canadian Immigration: Results from a Macro Model. *British Journal of Industrial Relations*, 51, 174-195. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8543.2012.00905.x>
- Eisen, B. et Emes J. (2022). Understanding the Changing Ratio of Working-Age Canadians to Seniors and Its Consequences. <https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/understanding-changing-ratio-of-working-age-canadians-to-seniors-consequences.pdf>
- Esping-Andersen, G. (2000). The Sustainability of Welfare States into the Twenty-First Century. *International Journal of Health Services*, 30, 1-12. <https://doi.org/10.2190/H6PN-9R5J-MD9X-P10T>
- Ferrer, A., Green, D., & Ridell, W. C. (2004). The Effect of Literacy on Immigrant Earnings. *International Adult Literacy Survey*, 41, 380-410 <https://publications.gc.ca/collections/Collection/CS89-552-12E.pdf>
- Girard, M., Smith, M. et Renaud, J. (2008). Intégration économique des nouveaux immigrants : Adéquation entre l'emploi occupé avant l'arrivée au Québec et les emplois occupés depuis l'immigration. *Cahiers canadiens de sociologie*, 33(4), 791-814. <https://doi.org/10.29173/cjs4519>
- Grubel, H., et Grady, P. (2011). Immigration and the Canadian Welfare State 2011. <https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/immigration-and-the-canadian-welfare-state-2011.pdf>
- Grubel, H., et Grady, P. (2012). Fiscal Transfers to Immigrants in Canada: Responding to Critics and a Revised Estimate. <https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/fiscal-transfers-to-immigrants-in-canada.pdf>
- Grubel, H., et Grady, P. (2015). Immigration and the Canadian Welfare State Revisited - Fiscal Transfers to Immigrants in Canada in 2014. <https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/immigration-and-the-welfare-state-revisited.pdf>

- Harder, N., Figueroa, L., Gillum, R. M., Hangartner, D., Laitin, D. D., & Hainmueller, J. (2018). Multidimensional measure of immigrant integration. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *115*(45). <https://doi.org/10.1073/pnas.1808793115>
- Harding, A. (2018). L'effet des programmes de transferts gouvernementaux sur les taux de faible revenu : une analyse comparative entre les sexes 1995 à 2016. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2018003-fra.htm>
- Hinte, H. (2014). What determines the net fiscal effects of migration? *IZA World of Labor*, *2014*(78). <https://doi.org/10.15185/izawol.78>
- Hum, D., et Simpson, W. (2004). Hum, D., & Simpson, W. (2004). Economic Integration of Immigrants to Canada: A Short Survey. *Canadian Journal of Urban Research*, *13*, 46-61. <http://www.jstor.org/stable/44320795>
- ICIS. 2011. Facteurs d'accroissement des dépenses de santé : les faits. https://secure.cihi.ca/free_products/health_care_cost_drivers_the_facts_fr.pdf
- ICIS. 2023. Tendances des dépenses nationales de santé. [https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses-nationales-de-sante#:~:text=Le%20total%20des%20d%C3%A9penses%20de,PIB\)%20du%20Canada%20en%202023.](https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses-nationales-de-sante#:~:text=Le%20total%20des%20d%C3%A9penses%20de,PIB)%20du%20Canada%20en%202023.)
- İleri, Ş. G. (2019). Selective immigration policy and its impacts on Canada's native-born population: A general equilibrium analysis. *Canadian Journal of Economics*, *52*(3), 954-992. <https://doi.org/10.1111/caje.12395>
- Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2022). Un nouveau plan en matière d'immigration pour combler les pénuries de main-d'œuvre et favoriser la croissance de l'économie canadienne. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2022/02/un-nouveau-plan-en-matiere-dimmigration-pour-combler-les-penuries-de-mainduvre-et-favoriser-la-croissance-de-leconomie-canadienne.html>
- Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2023). Le Canada accueille un nombre record de nouveaux arrivants en 2022. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2022/12/le-canada-accueille-un-nombre-record-de-nouveaux-arrivants-en-2022.html>
- Javdani, M., & Pendakur, K. (2013). Fiscal Effects of Immigrants in Canada. *Journal of International Migration and Integration*, *15*(1), 777-797. <https://doi.org/10.1007/s12134-013-0305-5>
- Kalseth, J., & Halvorsen, T. (2020). Health and care service utilization and cost over the life-span: a descriptive analysis of population data. *BMC health services research*, *20*(1), 435. <https://doi.org/10.1186/s12913-020-05295-2>

- Koning, E. A., & Banting, K. G. (2013). Inequality below the Surface: Reviewing Immigrants' Access to and Utilization of Five Canadian Welfare Programs. *Canadian Public*, 39(4), 581-601. <https://doi.org/10.3138/CP.39.4.581>
- Lee, R., et Mason, A. (2012). Population Aging and the Generational Economy: A Global Perspective. <https://idrc-crdi.ca/en/book/population-aging-and-generational-economy-global-perspective>
- Lu, C., & Ng, E. (2019). Healthy immigrant effect by immigrant category in Canada. *Health reports*, 30(4), 3-11. <https://doi.org/10.25318/82-003-x201900400001-eng>
- Marshall, R. (2011). Value-added Immigration: Lessons for the United States from Canada, Australia, and the United Kingdom. <https://files.epi.org/2013/Marshall-Value-Added-Immigration.pdf>
- Mérette, M., et Navaux, J. (2019). Population Aging in Canada: What Life Cycle Deficit Age Profiles Are Telling Us about Living Standards. *Canadian Public Policy*, 45(2), 192-21. <https://doi.org/10.3138/cpp.2018-050>
- Montcho, G., Navaux, J., Mérette, M., & Carrière, Y. (2021). Comparing Public Transfers between Immigrants and Natives: A National Transfer Accounts Approach. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3968396>
- Organisation des Nations-Unies. (2013). National Transfer Accounts Manual: Measuring and Analysing the Generational Economy. <https://ntaccounts.org/doc/repository/NTA%20manual%202013.pdf>
- Ng, E., & Zhang, H. (2020). The mental health of immigrants and refugees: Canadian evidence from a nationally linked database. *Health reports*, 31(8), 3–12. <https://doi.org/10.25318/82-003-x202000800001-eng>
- Organisation de coopération et développement économique. (2013). International Migration Outlook 2013. https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2013-en.
- Organisation de coopération et développement économique. (2019). Recruiting Immigrant Workers: Canada 2019. <https://doi.org/10.1787/4abab00d-en>.
- Organisation de coopération et développement économique (2021). International Migration Outlook 2021. <https://doi.org/10.1787/29f23e9d-en>.
- Olsen, G. M. (1994). Locating the Canadian Welfare State: Family Policy and Health Care in Canada, Sweden, and the United States. *The Canadian Journal of Sociology*, 19, 1-29. <https://doi.org/10.2307/3341235>
- Ostrovsky, Y. (2012). The dynamics of immigrant participation in entitlement programs: evidence from Canada, 1993–2007. *Revue canadienne d'économique*, 45, 107-136. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5982.2011.01689.x>

- Peri, G. (2016). "Immigrants, Productivity, and Labor Markets." *Journal of Economic Perspectives*, 30 (4): 3-30. <https://doi.org/10.1257/jep.30.4.3>
- Posca, J. (2016). Inégalités et immigration : Les effets des politiques sur les conditions de vie des immigrants. https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2021/03/Ine_galite_s_immigration_WEB.pdf
- Sarría-Santamera, A., Hijas-Gómez, A. I., Carmona, R., & Gimeno-Feliú, L. A. (2016). A systematic review of the use of health services by immigrants and native populations. *Public Health Rev*, 37, 28. <https://doi.org/10.1186/s40985-016-0042-3>
- Sojourner, A., & Pacas, J. (2018). The Relationship Between Union Membership and Net Fiscal Impact. *Industrial Relations*, 58, 86-107. <https://doi.org/10.1111/irel.12224>
- Spielauer, M. (2011). What Is Social Science Microsimulation? *Social Science Computer Review*, 29(1), 9-20. <https://doi.org/10.1177/0894439310370085>
- Statistique Canada. (2022a). BD/MSPS: Vue d'ensemble du produit. <https://www.statcan.gc.ca/fr/microsimulation/bdmsps/vuedensemble1>
- Statistique Canada. (2022b). Portrait de la population croissante des personnes âgées de 85 ans et plus au Canada selon le Recensement de 2021. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-x/2021004/98-200-x2021004-fra.cfm>
- Statistique Canada. (2022c). Estimations démographiques annuelles: Canada, provinces et territoires 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-215-x/91-215-x2022001-fra.htm>
- Statistique Canada. (2024a). Estimation de la population du Canada : forte croissance démographique en 2023. *Le Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240327/dq240327c-fra.htm>
- Statistique Canada. (2024b) Tableau 14-10-0087-01 : Caractéristiques de la population active chez les immigrants selon le niveau de scolarité atteint, données annuelles (x 1 000)
- Statistique Canada. (2024c). Variation provinciale des taux de rétention des immigrants, 2022. *Le Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240214/dq240214a-fra.htm>
- Sutherland, H. (2018). Quality assessment of microsimulation models: The case of EUROMOD. *International Journal of Microsimulation*, 11(1), 198-223. <https://doi.org/10.34196/IJM.00178>
- Wolfson, Michael. 2011. Linking Policies to Well-Being Outcomes Through Micro-Simulation, *OECD Statistics Working Papers* 2011/08 <https://doi.org/10.1787/5kg1zq0qwmf1-en>

- Vézina, S., J.-D. Morency, L. Martel, and F. Pelletier. 2024). Population active canadienne : que se passera-t-il après la retraite de la génération des baby-boomers? *Regards sur la société canadienne*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2024001/article/00005-fra.pdf?st=8xzoiU67>
- Zhang, H., Zhong, J., & de Chardon, C. (2020). Immigrants' net direct fiscal contribution: How does it change over their lifetime?. *Revue canadienne d'économique*, 53(4), 1642-1662. <https://doi.org/10.1111/caje.12477>